



FINANCIAL INCLUSION  
STRATEGY (FIS) PEER  
LEARNING GROUP

# MODÈLE DE STRATÉGIE NATIONALE D'INCLUSION FINANCIÈRE



# TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE	3
VUE D'ENSEMBLE DES CONCEPTS CLÉS ET DÉFINITIONS	3
OBJECTIF	4
PORTÉE ET CHAMP D'APPLICATION	4
LE CYCLE DE VIE DE LA STRATÉGIE NATIONALE D'INCLUSION FINANCIÈRE	5
PHASE I : PRÉ-FORMULATION	6
A) Cadre institutionnel pour la formulation et la mise en œuvre de la SNIF	7
B) Conceptualisation de la SNIF	9
C) Diagnostique et analyse	10
PHASE II : FORMULATION	13
A) Mesures stratégiques de la SNIF	13
B) Plan de mise en œuvre	17
C) Cadre de suivi et d'évaluation	18
PHASE III : MISE EN ŒUVRE	19
A) Mise en oeuvre	19
B) Suivi continu	20
C) Évaluation et actions après-mise en oeuvre	21
ANNEXE 1 : LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE SNIF DES PAYS MEMBRES DE L'AFI	22
RÉFÉRENCES	31

Cette publication est la version traduite de la publication originale en anglais : Policy Model for National Financial Inclusion Strategy.

## CONTEXTE

Depuis plus d'une décennie, une grande majorité des pays membres de l'AFI ont développé et mis en œuvre des stratégies nationales d'inclusion financière (SNIF) pour promouvoir l'inclusion financière dans leurs pays respectifs.

Les connaissances et l'expérience du réseau des pays membres de l'AFI en matière de développement, de mise en œuvre et de révision de la SNIF ont eu un impact significatif sur les avancées de l'inclusion financière. De façon générale, la SNIF a su créer un environnement favorable et faire connaître la mise en place de mesures stratégiques propices aux initiatives d'inclusion financière en vue d'atteindre les objectifs spécifiques en matière d'inclusion financière tels que définis dans l'énoncé de vision de la SNIF.

Le groupe d'apprentissage par les pairs sur l'inclusion financière de l'AFI a donc codifié les bonnes pratiques et les approches du réseau des pays membres de l'AFI en ce qui concerne la conception et la mise en œuvre d'une SNIF dans le cadre d'un modèle stratégique visant à fournir des orientations sur les phases de pré-formulation, de formulation, de mise en œuvre et de suivi et d'évaluation d'une SNIF.

## VUE D'ENSEMBLE DES CONCEPTS CLÉS ET DÉFINITIONS

<b>SNIF</b>	Une stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) est un document officiel et détaillé formulé au niveau national pour améliorer de manière systématique le niveau d'inclusion financière dans un pays donné et qui coordonne les actions à cet effet.
<b>CYCLE DE VIE DE LA SNIF</b>	La période qui couvre toutes les étapes des activités liées à la SNIF, de la pré-formulation à la mise en œuvre, au suivi et évaluation ainsi qu'aux décisions relatives aux étapes ultérieures.
<b>SECTEUR PRIVÉ</b>	Le secteur privé regroupe tous les acteurs non étatiques tels que les prestataires de services financiers et autres entreprises privées (telles que les opérateurs de réseaux mobiles), ainsi que les associations à but non lucratif.
<b>RENFORCEMENT DES CAPACITÉS</b>	Le renforcement et le maintien des capacités des institutions, des organisations et des personnes physiques à fixer et à atteindre leurs propres objectifs de développement sur une base temporelle <sup>1</sup> .
<b>SUIVI</b>	L'analyse continue des actions des parties prenantes et de leur conformité avec les indicateurs et les plans de mise en œuvre préalablement définis.
<b>ÉVALUATION</b>	L'analyse du plan de mise en œuvre, sur la base des objectifs et des cibles préalablement définis
<b>CONNAISSANCES FINANCIÈRES ESSENTIELLES</b>	Une combinaison de conscience, de connaissances, de compétences, d'attitude et de comportement nécessaire pour prendre des décisions financières judicieuses et, en fin de compte, parvenir au bien-être financier des personnes <sup>2</sup> .

1 Programme des Nations Unies pour le développement, 2009. Le développement des capacités : un guide d'introduction du PNUD.

2 OCDE. 2018. Boîte à outils OCDE/RIEF (Réseau international sur l'éducation financière, INFE) pour l'évaluation des connaissances financières essentielles et de l'inclusion financière

## OBJECTIF

Les objectifs de ce modèle stratégique de la SNIF sont doubles :

Tout d'abord, le modèle stratégique de la SNIF vise à fournir des orientations sur le développement et la mise en œuvre d'une SNIF basée sur des approches efficaces et efficaces dans l'ensemble du réseau des pays membres de l'AFI afin de contribuer à la réalisation des objectifs en matière d'inclusion financière.

En second lieu, le modèle stratégique de la SNIF plaide en faveur d'une poursuite de la participation du secteur privé afin d'assurer non seulement l'intégration des approches d'inclusion financière dans les modèles d'affaires du secteur privé, mais également d'apporter des ajustements à ces approches en matière d'inclusion financière en fonction de ces modèles d'affaires, grâce aux retours d'information du secteur privé. L'implication du secteur privé est indispensable à l'optimisation de l'inclusion financière pour les segments de marché ciblés dans une optique d'abordabilité et de développement durable.

## PORTÉE ET CHAMP D'APPLICATION

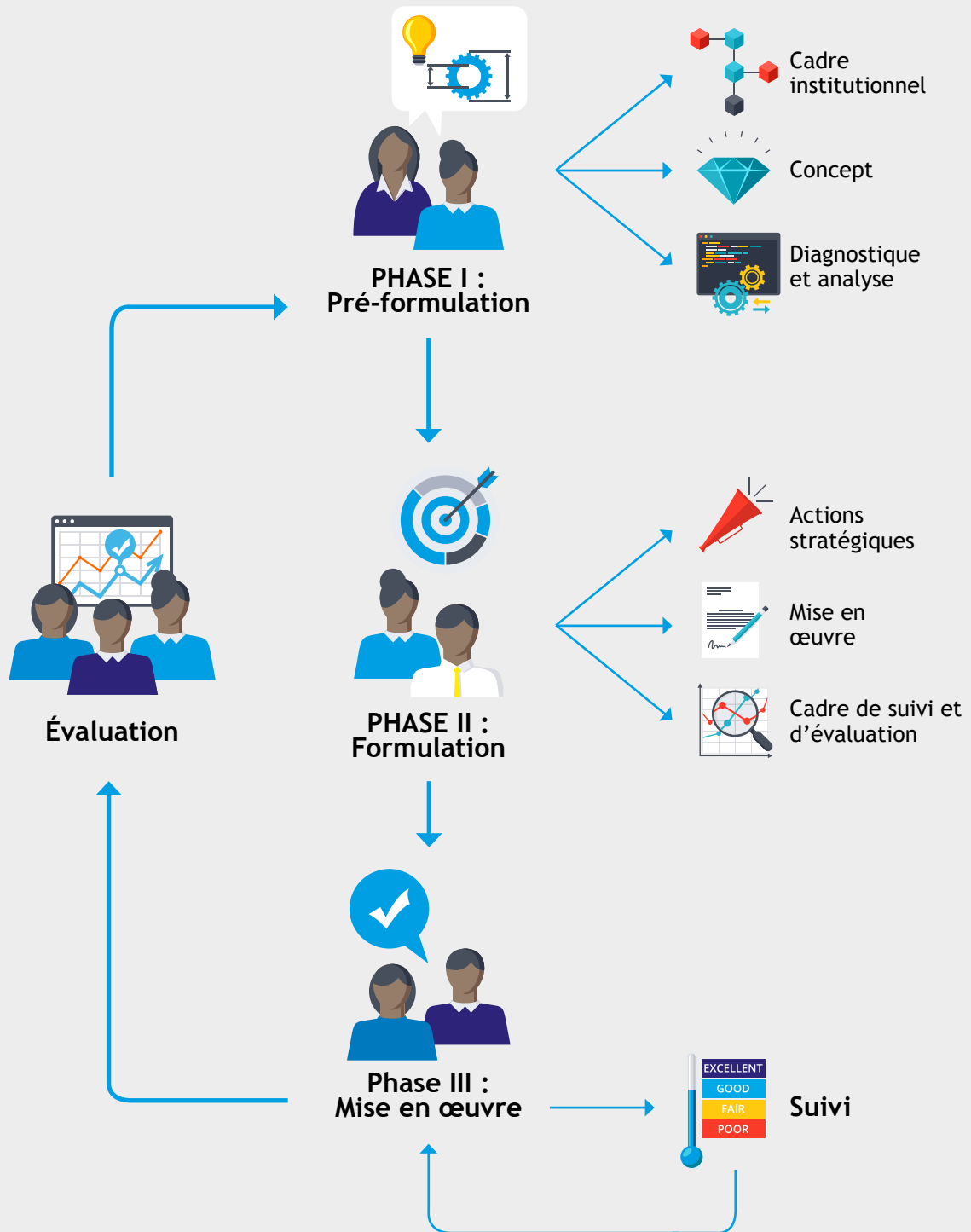
Le modèle stratégique de la SNIF codifie les approches qui ont été réalisées avec succès au sein du réseau de l'AFI. Tous les éléments du modèle stratégique sont répartis entre les phases classiques du cycle de vie de la SNIF : Pré-formulation, Formulation et Mise en œuvre. Chacune de ces phases se subdivise en éléments principaux qui doivent être pris en compte tout au long du cycle de vie de la SNIF.

Le modèle stratégique de la SNIF témoigne de la variété des approches adoptées par le réseau des pays membres de l'AFI et tient compte de la diversité des caractéristiques sociales, économiques, politiques et géographiques de chaque juridiction.

Compte tenu des différences entre chaque situation, ce modèle stratégique est axé sur les résultats et ne se préoccupe d'aucun processus ou type d'activité spécifique. En outre, chaque pays peut être confronté à des défis différents et, par conséquent, la liste des enjeux stratégiques contenue dans ce modèle stratégique est indicative et chaque pays doit prendre ses propres décisions quant aux domaines d'action prioritaires en fonction de sa situation spécifique et du contexte national.

Ce modèle stratégique doit être interprété conjointement à d'autres outils de connaissance de l'AFI, notamment « Stratégies nationales d'inclusion financière : Toolkit » et « Stratégies nationales d'inclusion financière : État des lieux » de l'AFI. Vous trouverez une liste plus exhaustive des produits informatiques dans la rubrique Références.

# LE CYCLE DE VIE DE LA STRATÉGIE NATIONALE D'INCLUSION FINANCIÈRE



## PHASE I : PRÉ-FORMULATION

La phase I précède la formulation de la SNIF et constitue une étape importante du cycle de vie de la SNIF puisqu'elle pose les bases de la stratégie. La pré-formulation prépare le terrain en définissant le cadre institutionnel pour appuyer la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la SNIF. La pré-formulation est aussi essentielle car elle garantit la volonté politique, l'adhésion et l'engagement des parties prenantes.

Pendant la phase de pré-formulation, des études diagnostiques approfondies sont nécessaires pour mettre en évidence le contexte actuel de l'inclusion financière, notamment en ce qui concerne l'identification des segments du marché cible de l'inclusion financière, le domaine de l'accès aux services financiers, les produits disponibles ainsi que les frontières d'accès (banques, non-banques, opérateurs de réseaux mobiles, etc.). Les obstacles à l'inclusion financière peuvent varier selon la juridiction et ce modèle stratégique fournit une liste indicative des questions qui peuvent être prises en compte à l'étape de la pré-formulation.

La réalisation de l'évaluation complète de l'inclusion financière permettra d'identifier les insuffisances et les obstacles actuels, ce qui permettra une meilleure compréhension des besoins des groupes cibles en matière d'inclusion financière. Cela permettra la conception d'actions adéquates pour répondre à ces besoins et éliminer les éventuels goulots d'étranglement en matière d'inclusion financière. S'il y a déjà une SNIF, son examen peut également être intégré dans la phase de pré-formulation.

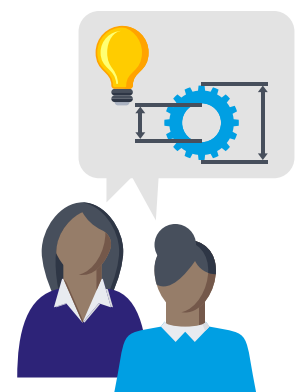
Au cours de cette phase, certaines juridictions peuvent juger nécessaire de voter une loi spécifique ou un autre acte juridique qui formaliserait d'un point de vue juridique le cycle de vie de la SNIF et le rôle des acteurs concernés.

### LES QUESTIONS SUIVANTES DOIVENT ÊTRE ABORDÉES LORS DE LA PHASE DE PRÉ-FORMULATION :

1. Quel est le niveau actuel d'inclusion financière dans le pays et quels sont les insuffisances et les obstacles à surmonter en ce qui concerne les différents segments du marché ?
2. Quels sont les enseignements tirés par les différentes parties prenantes des efforts précédents en matière d'inclusion financière au niveau national (le cas échéant) ?
3. Quelles sont les parties prenantes qui contribueront à l'élaboration et à la mise en œuvre de la SNIF et qui apporteront la volonté politique et le leadership nécessaires à la réussite de la SNIF ?
4. Quelle est la capacité (y compris les ressources existantes) des parties prenantes qui peut être exploitée ?
5. À quoi ressemblera le cadre de gouvernance de la SNIF ?
6. Quels sont les principaux éléments de la SNIF, quel sera la forme de la SNIF et quels sont les principes à suivre tout au long du cycle de vie de la SNIF ?
7. Combien de temps et de ressources seront consacrés à la formulation de la SNIF et comment ce processus sera-t-il financé ?

### RÉSULTATS ESCOMPTÉS :

1. Le diagnostic complet et l'analyse du niveau d'inclusion financière.
2. Le cadre institutionnel et les mécanismes (y compris les équipes interinstitutionnelles) pour la formulation et la mise en œuvre de la SNIF (Termes de référence).
3. Le document de conception qui définit l'inclusion financière et décrit les principales caractéristiques et paramètres de la SNIF en plus de la conformité avec la politique et la législation actuelles en la matière (c'est-à-dire le cadre réglementaire favorable).
4. La révision de la SNIF en vigueur (le cas échéant).



## A) CADRE INSTITUTIONNEL POUR LA FORMULATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA SNIF

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>LEADERSHIP POLITIQUE</b>	Identifier la ou les institutions ou la structure ad hoc qui assumerait le leadership politique en ce qui concerne la SNIF et définiraient des orientations générales et la coordination des mesures stratégiques clés de la SNIF.	La principale institution concernée doit faire preuve d'un leadership politique fort pour parvenir à des niveaux d'inclusion financière plus élevés et avoir le poids politique nécessaire pour susciter chez les parties prenantes la volonté politique nécessaire pour orienter les activités vers les objectifs de la SNIF. Des institutions étroitement liées peuvent être retenues, selon le pays, pour coanimer les activités. Le choix entre le recours à une institution existante et la mise en place d'une structure ad hoc doit être basé sur le cadre institutionnel actuel et la capacité de l'institution existante à assumer ce rôle de leadership.
<b>CADRE DE GOUVERNANCE DE LA SNIF</b>	Définir un cadre institutionnel qui apporterait un appui permanent à la SNIF tout au long de son cycle de vie par une coordination générale, une coordination globale et une mise en œuvre technique. Il est recommandé aux membres de l'équipe principale du cadre de gouvernance de la SNIF qui mène la stratégie de la SNIF de rester en charge tout au long du processus de la SNIF, car une rotation au niveau du leadership pourrait avoir un impact sur le calendrier de la SNIF.	La structure hiérarchisée doit clairement définir les responsabilités et les rôles de chaque organisme à chaque étape du cycle de vie de la SNIF. La complexité du cadre de gouvernance et la possibilité de conférer de multiples responsabilités à une même institution dépendront de la capacité de la juridiction.
<b>ORGANISME DE COORDINATION GÉNÉRALE</b>	Adopter des termes de référence pour l'organisme qui assure une coordination générale durant le cycle de vie de la SNIF.	L'organisme de coordination générale assure le leadership politique nécessaire à la SNIF.
<b>ORGANISME DE COORDINATION INTERMÉDIAIRE</b>	Adopter les termes de référence pour l'organisme de coordination de niveau intermédiaire qui serait chargé de développer les éléments du cadre de la SNIF, y compris les résultats des études diagnostiques, le plan de mise en œuvre, le cadre de suivi et d'évaluation.	L'organisme de coordination de niveau intermédiaire (ou comité de coordination) se chargera de la gestion des parties prenantes au niveau intermédiaire et sera le principal décideur tout au long du cycle de vie de la SNIF.
<b>GESTION AU NIVEAU TECHNIQUE</b>	Adopter des termes de référence pour l'organisme de coordination au niveau technique qui fournira des conseils techniques, la formulation, la coordination et la mise en œuvre de la SNIF.	La coordination au niveau technique est généralement mise en œuvre sous la forme de groupes de travail spécialisés dans des domaines d'action spécifiques. Ces groupes de travail prodiguent des conseils techniques mais contribuent également à la formulation, à la coordination de la mise en œuvre de la SNIF.
<b>ORGANISME DE COORDINATION DE LA SNIF</b>	Adopter des termes de référence pour l'organisme de coordination de la SNIF chargé de mener le programme d'inclusion financière et qui est un point focal à tous les niveaux en ce qui concerne le cadre de gouvernance de la SNIF.	Une entité dédiée, telle qu'un secrétariat, assure les activités de recherche, de plaidoyer et de coordination nécessaires à la conceptualisation de la SNIF en soutien à la haute direction. L'entité dédiée doit être composée d'une équipe ayant une expertise en inclusion financière.

## A) CADRE INSTITUTIONNEL POUR LA FORMULATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA SNIF SUITE

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>ÉQUIPE DE COORDINATION DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION (S &amp; E)</b>	Adopter des termes de référence pour l'équipe de coordination du suivi et de l'évaluation qui serviront de point de convergence pour le suivi et l'évaluation tout au long des étapes du cycle de vie de la SNIF, y compris le respect des échéances et la réussite des étapes et l'atteinte des cibles.	Dans l'idéal, un organisme de suivi et d'évaluation distinct est constitué pour éviter les conflits d'intérêts. Dans de nombreux cas, la mission de suivi et d'évaluation fait partie intégrante de l'institution principale et les informations sont fournies au Conseil national qui fait également office d'organe de contrôle général. Dans ce cas, il est important que les termes de référence pour chaque membre de l'équipe de suivi et d'évaluation intègrent les principes d'indépendance afin d'éviter les conflits d'intérêts lors du suivi et de l'évaluation de la SNIF tout au long de son cycle de vie.
<b>DIVERSITÉ DES SEXES DANS LA COMPOSITION DES ORGANISMES OU DES ÉQUIPES INSTITUTIONNELLES IMPLIQUÉS DANS LES SNIF</b>	Assurer une représentation diversifiée des sexes dans tous les organes/équipes de direction, de coordination et de conseil qui composent la structure institutionnelle de la SNIF, ainsi que la représentation des segments de marché vulnérables par les autorités publiques compétentes dans le cadre de gouvernance de la SNIF.	La diversité des sexes est une question transversale et l'équilibre entre les genres, ainsi que la représentation des segments de marché vulnérables, garantissent que les questions pertinentes sont prises en compte à chaque étape du cycle de vie de la SNIF.
<b>CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE</b>	Veiller à ce que tous les organismes de coordination impliqués soient dotés d'un personnel suffisant et formé de manière adéquate, et disposent des ressources nécessaires à l'exécution de leurs fonctions avant le lancement de la phase de pré-formulation.	Une faible capacité des organismes de coordination au stade de la pré-formulation et au-delà, pourrait avoir un effet néfaste sur la coordination et la convergence des actions de toutes les parties prenantes, ce qui représente un risque pour toutes les étapes du cycle de vie de la SNIF.

## B) CONCEPTUALISATION DE LA SNIF

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>DOCUMENT DE RÉFLEXION</b>	Préparer un bref document de réflexion qui recense les principales questions, explique le concept d'inclusion financière, présente le niveau actuel d'inclusion financière et fournit le fondement de la décision de développer une SNIF, y compris des références à des plans ou stratégies de développement national de plus grande envergure, les principales tâches et acteurs impliqués, le plan d'action pour la préparation de la SNIF, le projet de structure de la SNIF et une estimation des besoins budgétaires.	Le document de réflexion doit jeter les bases et orienter la formulation de la SNIF, et peut aussi être utilisé pour susciter l'adhésion et consulter les parties prenantes de premier plan au sein de l'institution principale, ainsi que celles externes à la SNIF afin de garantir une approche stratégique et coordonnée dans la phase de formulation et de mise en œuvre de la SNIF.
<b>CYCLE DE VIE DE LA SNIF</b>	Présenter les principales phases du cycle de vie de la SNIF : pré-formulation, formulation et mise en œuvre.	La présentation des principales phases du cycle de vie de la SNIF permet d'envisager le chemin à parcourir et de planifier les processus connexes en conséquence.



## B) CONCEPTUALISATION DE LA SNIF SUITE

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>CARTOGRAPHIE DES ACTIVITÉS D'INCLUSION FINANCIÈRE</b>	Identifier les activités actuelles des principales parties prenantes, ainsi que la capacité, l'infrastructure et les ressources qui sont liées à l'inclusion financière.	Le document de réflexion doit identifier les activités d'inclusion financière qui sont déjà en cours pour cibler les parties prenantes actuelles et la portée de leur travail.
<b>CONSULTATIONS DE PRÉ-FORMULATION</b>	Utiliser le document de réflexion pour mener des consultations auprès des parties prenantes de la SNIF sur la méthodologie et le plan d'action préliminaire pour la formulation de la SNIF.	Les parties prenantes doivent apporter leur contribution à la SNIF dès la phase de pré-formulation, afin de garantir l'appropriation et une approche cohérente dès le départ. Un délai suffisant doit être accordé aux parties prenantes pour leur permettre de donner leur retour d'information.
<b>FORMAT DE LA SNIF</b>	Décider si la SNIF sera développée comme un document distinct ou si elle fera partie d'un document stratégique plus large (par exemple un plan de développement du secteur financier, Une stratégie ou une feuille de route de financement durable, etc.).	Que la SNIF soit un document distinct ou qu'elle soit intégrée à d'autres documents stratégiques, elle doit garantir une approche ciblée avec des engagements mesurables.
<b>CALENDRIER DE FORMULATION</b>	Inclure un calendrier de formulation de la SNIF, comprenant les principales étapes de la formulation : identification des domaines d'action, élaboration d'un plan de mise en œuvre, cadre de suivi et d'évaluation.	Le fait d'inclure un calendrier strict dans un document de réflexion permet de fixer des étapes claires pour toutes les parties qui sont intervenues dans la formulation de la SNIF. Le temps exact nécessaire à la formulation de la SNIF dépendra des situations spécifiques du pays.
<b>ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ</b>	Veiller à ce que le secteur privé soit impliqué, dans la mesure du possible, dans toutes les étapes du cycle de vie du SNIF, depuis la conceptualisation et la formulation, la définition des cibles jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation.	Le secteur privé est une partie prenante importante à toutes les étapes du cycle de vie de la SNIF. L'engagement devrait permettre d'assurer l'adhésion du secteur privé et de susciter un retour d'information de ce dernier sur les stratégies proposées pour le SNIF.
<b>LANGUE</b>	Décider de la langue à utiliser pour la SNIF.	Un pays peut décider de préparer la SNIF dans plusieurs langues, reflétant la diversité de la population et de garantir une plus grande transparence de la SNIF auprès du public.
<b>DÉCISIONS FONDÉES SUR DES PREUVES</b>	Veiller à ce que toutes les décisions relatives à l'inclusion financière dans le cadre d'une SNIF soient prises sur la base de données fiables et quantifiables.	La fiabilité des données est la norme de base des décisions fondées sur des preuves. L'absence de données ou l'exploitation d'informations peu fiables, que ce soit pour la formulation ou pour le suivi et l'évaluation, peut aboutir à des décisions mal fondées et entraver les progrès visant à atteindre les objectifs de la SNIF.

## C) DIAGNOSTIQUES ET ANALYSES

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>ÉTUDE DIAGNOSTIQUE</b>	Réaliser une étude diagnostique sur le niveau actuel d'inclusion financière dans le pays : identifier les parties prenantes et les utilisateurs, les produits et services financiers, réaliser des diagnostics relatifs à la demande, à l'offre et à la réglementation.	Une étude diagnostique permet de dresser un tableau complet du niveau actuel d'inclusion financière dans le pays, d'identifier les insuffisances et les obstacles à l'atteinte de niveaux plus élevés d'inclusion financière, et sert de base de référence pour la mise en œuvre de la SNIF.
<b>ANALYSE DES EFFORTS ANTÉRIEURS</b>	Passer en revue les efforts antérieurs en matière d'inclusion financière au niveau national, y compris les stratégies, les réformes juridiques et les initiatives privées et publiques. Identifier ceux qui sont efficaces pour ce qui est d'atteindre leurs objectifs.	En tant qu'effort ciblé, le développement et la mise en œuvre d'une SNIF doivent s'appuyer sur les expériences passées et intégrer les approches efficaces employées dans le passé.
<b>PRATIQUES ET NORMES MONDIALES</b>	Procéder à une analyse des pratiques et des normes mondiales, en mettant l'accent sur l'expérience de pays aux situations démographiques, géographiques, économiques et sociales similaires.	Les pratiques mondiales (telles que la SNIF de juridictions similaires) peuvent constituer des points de référence utiles pour chaque phase du cycle de vie de la SNIF. Les normes mondiales telles que les objectifs de développement durable des Nations Unies peuvent être utiles pour définir des cibles et identifier des domaines d'action.
<b>DÉFINITION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE</b>	Formuler la définition de l'inclusion financière qui englobe de multiples dimensions, notamment l'accès, l'utilisation et la qualité, une large gamme de produits et de services et leurs fournisseurs.	Une définition commune de « l'inclusion financière » est une référence nécessaire pour définir des cibles et évaluer l'efficacité de la SNIF et son impact sur le bien-être des personnes.
<b>CARTOGRAPHIE DES PARTIES PRENANTES</b>	<p>Identifier les parties prenantes qui peuvent contribuer à la formulation et à la mise en œuvre de la SNIF. Parmi celles-ci figurent généralement les autorités, les prestataires de services financiers ainsi que les ONG, les syndicats du secteur d'activité ou les consultants externes concernés.</p> <p>Faire participer les parties prenantes à l'identification des problèmes et des obstacles à l'inclusion financière, ainsi qu'à l'élaboration de perspectives sur le versant de la demande et de l'offre : soit dans le cadre de réunions publiques, d'ateliers, de discussions de groupe ou de consultations virtuelles. Les consultations des parties prenantes peuvent être organisées par produit, service, thème ou par segment de marché cible (par exemple, le genre, les jeunes, les MPME) et doivent être effectuées pour chaque phase du cycle de vie de la SNIF.</p>	L'identification des parties prenantes facilitera la coordination de leur contribution aux étapes ultérieures de la formulation et de la mise en œuvre de la SNIF. Il importe également d'identifier toutes les parties prenantes en matière de réglementation, à l'intérieur et à l'extérieur du secteur financier. Les consultations externes constituent une source d'informations précieuses et permettent de savoir dans quelle mesure la SNIF progresse dans la bonne direction. L'engagement des parties prenantes garantit aussi l'adhésion des différents acteurs.
<b>CARTOGRAPHIE DES PRESTATAIRES DE SERVICES FINANCIERS (PSF)</b>	Effectuer une analyse géospatiale de l'emplacement des PSF.	La SNIF doit en principe couvrir la fourniture de produits et services financiers dans l'ensemble des régions du pays, y compris dans les zones les plus éloignées géographiquement. Dans le cas contraire, cela peut entraîner un déséquilibre en matière d'inclusion qui pourrait être préjudiciable aux objectifs généraux de la SNIF.

## C) DIAGNOSTIQUES ET ANALYSES SUITE

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>CARTOGRAPHIE DES UTILISATEURS DE SERVICES FINANCIERS</b>	Effectuer une analyse concernant les utilisateurs réels et potentiels des services financiers. Cette étude peut porter non seulement sur les personnes physiques, mais également sur les micro, petites et moyennes entreprises.	La SNIF doit en principe cibler tous les groupes d'utilisateurs vulnérables ainsi que leur diversité géographique. Dans le cas contraire, comme indiqué ci-dessus, il pourrait y avoir un déséquilibre dans l'inclusion qui pourrait être préjudiciable aux objectifs généraux de la SNIF.
<b>ENQUÊTES SUR LA DEMANDE (ED)</b>	Mener des enquêtes sur la demande pour déterminer l'utilisation des services financiers et leur taux de pénétration en mettant l'accent sur des groupes cibles tels que les femmes, le secteur des MPME, les personnes déplacées de force, les jeunes, les personnes âgées, la population rurale, etc., s'il y a lieu).	Les enquêtes relatives à la demande sont axées sur les utilisateurs réels et potentiels des services financiers et sont nécessaires pour dresser un tableau complet de l'utilisation réelle et potentielle des produits et services financiers.
<b>ENQUÊTE SUR L'OFFRE (EO)</b>	Mener des enquêtes sur l'offre en recueillant des données auprès des prestataires de services financiers sur les produits et services existants, et en évaluant leur disposition à offrir divers services et produits visant à combler les insuffisances en matière d'inclusion financière.	Les données sur le versant de l'offre portent sur les produits et services fournis, plutôt que sur les utilisateurs. Ces informations sont généralement plus accessibles, car les organismes régulateurs les recueillent déjà. Les EO pourraient porter sur des secteurs ou des sous-secteurs spécifiques ou sur le marché en général, ainsi que sur les prestataires de services financiers formels et informels.
<b>ÉTUDES COMPORTEMENTALES</b>	Mener des études comportementales afin de comprendre comment le comportement affecte l'utilisation ou la non utilisation des services financiers.	Les études comportementales fournissent des informations sur la façon dont les clients utilisent (ou peuvent utiliser) les produits et services financiers et éclairent les décisions sur la façon d'adapter les offres du marché pour satisfaire aux besoins des utilisateurs.
<b>ÉTUDES RÉGLEMENTAIRES</b>	Mener des études réglementaires pour identifier les obstacles et les insuffisances réglementaires qui pourraient faire obstacle à l'inclusion financière, et pour déterminer les possibilités de créer un environnement stratégique favorable à l'inclusion financière.	Les études de réglementation permettent d'identifier les principaux domaines d'action afin d'assurer que les règlements créent un environnement propice à la fourniture de produits financiers favorisant l'inclusion financière.
<b>ÉTUDE DES CONNAISSANCES FINANCIÈRES ESSENTIELLES</b>	Mener des études sur les connaissances financières essentielles pour évaluer la compréhension par les utilisateurs des produits et services financiers et analyser les données ventilées en matière d'éducation si possible.	Un faible niveau de connaissance financière peut constituer une entrave à l'utilisation des produits et services financiers ou conduire à une utilisation irresponsable. La décision d'inclure ou non les connaissances en finance dans la SNIF devrait se fonder sur la pertinence de cette question pour la juridiction et l'existence d'une stratégie distincte en matière de formation et d'éducation financière. Elle devrait également tenir compte d'une évaluation des besoins.
<b>DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE</b>	Veiller à ce que la collecte et l'analyse des données sur l'inclusion financière soient effectuées de manière cohérente tant pour les hommes que pour les femmes afin de déterminer la pertinence des questions liées au genre sont pertinentes en ce qui concerne le niveau d'inclusion financière dans le pays.	Les données ventilées par sexe peuvent favoriser les objectifs de la SNIF car elles permettent d'identifier et de combler les écarts entre les genres en matière de fourniture et d'utilisation des services financiers.  Les obstacles liés au genre peuvent exister aussi bien du côté de l'offre que de la demande et peuvent être importants non seulement pour les femmes mais aussi pour les hommes.

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>ÉTUDE SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR</b>	Mener une étude sur la protection du consommateur afin d'identifier les lacunes potentielles du cadre de protection du consommateur.	<p>La protection du consommateur est essentielle pour garantir la confiance dans les produits et services financiers et les prestataires de services financiers.</p> <p>Les obstacles à la protection du consommateur peuvent également inclure l'accès à des informations incomplètes et incohérentes sur les produits et services. Les obstacles à la protection du consommateur peuvent exister tant du côté de l'offre (par exemple, surestimation des connaissances du consommateur, conflit potentiel avec la rentabilité) que de la demande (par exemple, bonne conception du produit, transparence, tarification, confidentialité des données, etc.). L'étude sur la protection du consommateur peut être reliée à celle sur les connaissances financières essentielles. Il est également important d'identifier l'organisme responsable de la protection des utilisateurs de services financiers.</p>
<b>DONNÉES VENTILÉES PAR ÂGE</b>	Veiller à recueillir et à analyser les données d'inclusion financière ventilées par âge des utilisateurs potentiels ou réels de services financiers.	Les données ventilées par âge peuvent aider à atteindre les objectifs de la SNIF car elles permettent d'identifier et de combler les écarts liés à l'âge des utilisateurs de services financiers, en particulier les jeunes.
<b>DONNÉES VENTILÉES PAR ZONES RURALES/ URBAINES</b>	Assurer la collecte et l'analyse des données d'inclusion financière ventilées selon le lieu de résidence des utilisateurs potentiels ou réels de services financiers, à partir d'échantillons représentatifs des zones rurales et urbaines.	Les zones rurales et urbaines peuvent être affectées différemment par l'exclusion financière. Il est essentiel, afin d'identifier des mesures stratégiques adéquates, de disposer de données ventilées par zones rurales/urbaines.
<b>INCLUSION FINANCIÈRE POUR LES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (MPME)</b>	Déterminer si les MPME sont confrontées à des problèmes d'exclusion financière.	Les MPME jouent un rôle important dans le processus de développement économique durable. Par conséquent, leur accès aux produits et services financiers est primordial pour le développement économique durable ainsi que pour l'émergence de nouvelles entreprises.
<b>FINANCEMENT AGRICOLE</b>	Examiner l'importance des services financiers numériques dans le cadre de l'inclusion financière dans le pays.	Les services financiers numériques peuvent favoriser l'inclusion financière en permettant de réduire les coûts et d'offrir des solutions financières plus efficaces.
<b>CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>	Évaluer l'importance potentielle des facteurs de changement climatique dans le développement de l'inclusion financière du pays.	Le changement climatique peut avoir des effets néfastes sur le développement économique et social du pays. À cet égard, il peut aussi entraîner une augmentation de la demande de services financiers et réduire les effets du changement climatique ou renforcer la résistance à ce phénomène dans le but d'assurer un développement stable et durable.
<b>SERVICES FINANCIERS NUMÉRIQUES</b>	Vérifier la pertinence des services financiers numériques pour l'inclusion financière dans le pays.	Les services financiers numériques peuvent contribuer à l'inclusion financière en réduisant les coûts et en fournissant des solutions financières plus efficaces.

## PHASE II : FORMULATION

La phase II s'appuie sur les résultats de la pré-formulation et constitue la base de la formulation proprement dite de la SNIF. Le résultat concret de ce travail est un document (ou un ensemble de documents) cohérent et complet qui identifie les domaines concernés par la stratégie d'inclusion financière ; ce document coordonne également les principales parties prenantes en ce qui concerne leurs actions respectives visant à atteindre le(s) objectif(s) en matière d'inclusion financière.

Le plan de mise en œuvre permet de s'assurer que toutes les actions sont mises en œuvre dans les délais et de la manière la plus efficace possible. Le cadre de suivi et d'évaluation sert de base au suivi et à l'évaluation continus de la mise en œuvre de la SNIF.

Le format spécifique de ces composantes, et le fait qu'elles soient incluses dans un document consolidé ou qu'elles soient présentées séparément, peuvent varier d'un pays à l'autre. Ce modèle stratégique ne tient pas compte du format.

### RÉSULTATS ESCOMPTÉS :

1. Tableau des mesures stratégiques d'inclusion financière prioritaires.
2. Identification des différents segments de marché cibles de l'inclusion financière, y compris leur taille et leur portée.
3. Cadre stratégique, la vision, les objectifs, les priorités en matière d'inclusion financière et les principaux domaines d'action.
4. Plan de mise en œuvre qui doit inclure des indicateurs mesurables en matière d'inclusion financière, des cibles et un plan de communication.
5. Cadre de suivi et d'évaluation.
6. Lancement officiel de la SNIF.



### A) LES MESURES STRATÉGIQUES DE LA SNIF

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
ÉNONCÉ DE VISION	Formuler un énoncé de vision de la SNIF concis et motivant qui définit le ou les objectif(s) à moyen et long terme de la stratégie.	L'énoncé de vision de la SNIF permet d'avoir une compréhension par tous de la perspective d'avenir que la stratégie vise à atteindre.
ÉNONCÉ DU PROBLÈME	Formuler l'énoncé du problème - celui-ci doit résumer brièvement la situation peu souhaitable que la SNIF entend changer.	L'énoncé du problème peut soit être séparé, soit être inclus dans la justification de la SNIF. Il doit décrire les niveaux intolérables d'inclusion financière, tels que déterminés lors des études diagnostiques.
FIXER UN OU PLUSIEURS OBJECTIF(S)	Formuler un objectif spécifique en matière d'inclusion financière (engagement) qui soit clair, pertinent, mesurable, limité dans le temps et proportionnel à l'impact recherché.	Un objectif général indique l'impact quantifiable de toutes les activités de la SNIF.
JUSTIFICATION DE LA SNIF	Formuler une justification pour la SNIF qui évoque un problème que la stratégie vise à résoudre ou à atténuer. Ce message doit réaffirmer les effets positifs de l'inclusion financière sur l'égalité économique et sociale, la stabilité financière et sociale et l'importance de la SNIF dans l'obtention de ces résultats.	La justification de la SNIF doit adresser un message clair à toutes les parties prenantes sur les raisons pour lesquelles la SNIF a été formulée. La justification de la SNIF doit être en lien avec les conclusions énoncées lors de la phase de pré-formulation.

## A) LES MESURES STRATÉGIQUES DE LA SNIF SUITE

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>RAPPORT AVEC D'AUTRES DOCUMENTS ET POLITIQUES STRATÉGIQUES NATIONALES</b>	Formuler le lien entre les autres documents et politiques stratégiques nationaux et l'objet et les objectifs de la SNIF.	La SNIF doit être en harmonie avec les documents stratégiques du pays afin de garantir qu'ils sont en adéquation et se complètent mutuellement dans la poursuite de objectifs de la SNIF.
<b>DURÉE DE LA SNIF</b>	Déterminer la durée adéquate de la SNIF : prévoir suffisamment de temps pour arriver au résultat souhaité mais sans perdre la dynamique. La durée de la SNIF peut également être harmonisée avec d'autres documents stratégiques ou politiques.	La durée de la SNIF indique un délai précis pour la mise en œuvre et constitue un point de référence pour toutes les parties prenantes. Dans la plupart des SNIF, la durée est harmonisée avec d'autres stratégies nationales relatives au développement du secteur financier qui s'étendent sur une période de 3 à 5 ans. La durée de la SNIF peut inclure la durée de chaque étape du cycle de vie de la SNIF.
<b>NIVEAU ACTUEL D'INCLUSION FINANCIÈRE</b>	Présenter le niveau actuel d'inclusion financière dans le pays, en tenant compte du contexte national.	La présentation du niveau actuel d'inclusion financière sert de point de départ et de référence pour la SNIF et complète la vision de la SNIF. Cette présentation s'appuie sur les études diagnostiques réalisées lors de la phase de pré-formulation.
<b>OBSTACLES À L'INCLUSION FINANCIÈRE</b>	Exposer les obstacles à l'accès, à l'utilisation et à la qualité de l'inclusion financière dans le pays.	La SNIF doit aborder à la fois les obstacles à l'accès (c'est-à-dire les obstacles du côté de l'offre) et les obstacles à l'utilisation (c'est-à-dire les obstacles sur le versant de la demande). L'identification de ces obstacles se fondera largement sur les études diagnostiques.
<b>IDENTIFICATION DES PRINCIPAUX FACILITATEURS</b>	Identifier les principaux facilitateurs susceptibles de soutenir l'inclusion financière.	Les principaux facilitateurs sont des facteurs/composants/éléments essentiels qui créent un environnement propice contribuant à la réalisation des objectifs en matière d'inclusion financière. Par exemple, la technologie ainsi que les infrastructures, les ressources et les politiques peuvent être des instruments essentiels de l'inclusion financière.
<b>IDENTIFICATION DES DOMAINES D'ACTION CIBLES</b>	Identifier les domaines d'action qui jouent un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs de la SNIF.	L'identification des domaines d'action dépendra du contexte du pays, des études diagnostiques ou même de l'exécution d'engagements importants (par exemple, les contributions nationales déterminées).
<b>MESURES STRATÉGIQUES</b>	Identifier les mesures stratégiques permettant d'atteindre les objectifs de la SNIF de manière efficace et dans les délais impartis.	Les mesures stratégiques constituent la base des actions et des politiques visant à atteindre les objectifs de la SNIF.
<b>CIBLES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE</b>	Formuler des actions ou prendre des initiatives visant à renforcer la résistance et à atténuer les pertes causées par le changement climatique en ciblant les groupes vulnérables au changement climatique.	L'exclusion financière et le changement climatique sont les principaux obstacles à la stabilité financière. Les initiatives de la SNIF doivent aborder les politiques ou initiatives d'inclusion financière qui ont également des effets positifs sur l'environnement, en ciblant les communautés qui sont les plus vulnérables au changement climatique.

## A) LES MESURES STRATÉGIQUES DE LA SNIF SUITE

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>ACTIONS AXÉES SUR LE GENRE</b>	Formuler des actions visant à réduire ou à éliminer les obstacles liés au genre en matière d'inclusion financière.	Les actions axées sur le genre sont spécifiquement conçues pour garantir l'égalité d'accès aux produits et services financiers sans distinction de sexe.
<b>ACTIONS EN FAVEUR DES GROUPES DÉFAVORISÉS - JEUNES, PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES DÉPLACÉES DE FORCE (PDF), PERSONNES HANDICAPÉES.</b>	Formuler des actions en faveur des groupes défavorisés, des jeunes, des personnes âgées, des personnes déplacées de force et des personnes handicapées.	Les actions de la SNIF doivent tenir compte du fait que les groupes défavorisés et vulnérables peuvent être confrontés à des obstacles spécifiques les empêchant d'utiliser les produits et services financiers.
<b>ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES</b>	Définir le rôle de l'évolution technologique, notamment des services financiers numériques (SFN), pour atteindre les objectifs de la SNIF.	Les SFN sont un outil précieux permettant de stimuler l'inclusion financière et la SNIF doit insister sur l'importance des nouvelles technologies dans la réalisation des objectifs de la stratégie.
<b>FIXATION D'OBJECTIFS</b>	Fixer des objectifs en fonction du niveau actuel d'inclusion financière ou en se basant sur le niveau d'inclusion financière d'autres pays ou régions confrontés à des problèmes similaires.	Les objectifs doivent être fixés sur la base de points de référence spécifiques afin d'évaluer les objectifs de la SNIF. Les représentants du secteur privé doivent être impliqués dans la définition des objectifs afin de garantir l'adhésion du secteur privé.
<b>ENGAGEMENT(S) NATIONAL(AUX)</b>	Examiner les engagements nationaux en matière d'inclusion financière.	Les engagements nationaux (tels que la Déclaration Maya) peuvent servir de points de référence pour la SNIF.
<b>FIXATION D'OBJECTIFS QUALITATIFS</b>	Fixer des objectifs qualitatifs qui peuvent être mesurés sans recours à des indicateurs numériques.	Les objectifs qualitatifs peuvent se révéler utiles en ce qui concerne certains résultats non quantifiables (par exemple, l'adoption de règlements).
<b>FIXATION D'OBJECTIFS QUANTITATIFS</b>	Fixer des objectifs quantitatifs pouvant être évalués numériquement.	Les objectifs quantitatifs servent de points de référence mesurables pour l'évaluation des résultats obtenus par la SNIF.
<b>FIXATION D'OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POUR LES GROUPES VULNÉRABLES</b>	Fixer des objectifs permettant d'évaluer l'efficacité des actions et des mesures visant spécifiquement les groupes vulnérables de la population tels que les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes déplacées et les personnes handicapées, le cas échéant.	Les objectifs spécifiques aux groupes vulnérables permettent d'établir des critères de référence plus précis, pouvant contribuer à la réalisation des objectifs d'inclusion financière de la SNIF.
<b>TESTS « SMART »</b>	Évaluer les buts et objectifs de la SNIF en utilisant l'approche « SMART » pour s'assurer qu'ils sont Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes et Temporels.	Les buts et objectifs doivent aider les parties prenantes dans la mise en œuvre de leur SNIF. Si les objectifs et cibles ne sont pas conformes au test « SMART », il y a des risques de mauvais résultat ou de simple exécution formelle de la SNIF.

## A) LES MESURES STRATÉGIQUES DE LA SNIF SUITE

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>GESTION DES RISQUES</b>	Identifier les risques susceptibles de compromettre la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la SNIF.	En général, la plupart des risques entrent dans la catégorie des risques stratégiques et opérationnels. La gestion des risques doit porter à la fois sur l'identification des risques importants et sur la mise en place de stratégies adéquates visant à les atténuer.
<b>BUDGÉTISATION</b>	Préparer un budget prévisionnel permettant d'estimer les coûts de mise en œuvre et de suivi de la SNIF et de répartir les coûts entre les différentes parties prenantes (publiques et privées le cas échéant) et les groupes/stratégies cibles. Indiquer qui financera les déficits budgétaires éventuels et faire appel à des partenaires pour le développement si nécessaire.	Le budget prévisionnel indique les coûts approximatifs de la mise en œuvre et du suivi de la SNIF, ce qui contribue à la réalisation des objectifs de la SNIF tout en garantissant la transparence. Les organismes régulateurs sont encouragés à faire la distinction entre l'allocation budgétaire pour chaque étape du cycle de vie de la SNIF.
<b>CONSULTATION SUR LE PROJET DE LA SNIF</b>	Mener des consultations avec les parties prenantes sur la base du projet de la SNIF afin de recueillir leurs retours d'information et leurs points de vue.	La consultation sur un projet de SNIF permet aux parties prenantes d'évaluer les composantes de la SNIF de manière indépendante mais aussi globale et aligner la SNIF sur les initiatives et afin de déterminer si les composantes forment une stratégie cohérente.
<b>ÉVALUATIONS PAR DES INTERVENANTS EXTERNES (ONG, SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES, FOURNISSEURS D'ASSISTANCE TECHNIQUE)</b>	Garantir un examen externe du/des projet(s) de la SNIF.	Les intervenants externes peuvent ne pas être directement impliqués dans la formulation ou la mise en œuvre de la SNIF, mais leur retour d'information peut être essentiel pour réduire au minimum les insuffisances éventuelles de la SNIF et aligner la SNIF sur les initiatives et les politiques menées dans d'autres secteurs.
<b>LANCEMENT OFFICIEL</b>	Organiser un lancement officiel de la SNIF.	Un lancement officiel de la SNIF garantit l'engagement de toutes les parties prenantes concernées à l'égard du texte final de la SNIF. L'événement officiel peut aussi inclure un accord de coopération officiel pour la phase de mise en œuvre.



## B) PLAN DE MISE EN ŒUVRE

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA SNIF</b>	Préparer le plan de mise en œuvre décrivant les actions les plus importantes ou les objectifs stratégiques généraux. Il doit aussi inclure les actions/activités consécutives dans chacun des domaines stratégiques de la SNIF, les institutions publiques et privées responsables (le cas échéant) et les calendriers.	Le plan de mise en œuvre constitue une feuille de route des actions les plus urgentes à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la SNIF. Il peut faire partie de la SNIF ou être élaboré comme un document distinct mais connexe.
<b>ENGAGEMENT</b>	Garantir l'engagement des parties prenantes à l'égard des éléments spécifiques du plan de mise en œuvre de la SNIF par le biais d'un accord, d'un protocole d'entente ou en menant des consultations approfondies et en coordonnant les rapports.	L'engagement des parties prenantes est essentiel à la poursuite de la coordination et à l'adhésion au plan de mise en œuvre de la SNIF.
<b>ORDRE DES PRIORITÉS</b>	Définir et établir un ordre de priorité dans le cadre de la sélection des politiques, des mesures stratégiques et des groupes cibles qui contribuent à la réalisation des objectifs de la SNIF.	L'établissement des priorités permet de s'assurer que les ressources limitées soient consacrées aux actions ayant le plus d'impact. Elles doivent refléter les obstacles à l'inclusion financière préalablement identifiés.
<b>ACTIONS À EFFET RAPIDE</b>	Identifier les actions à effet rapide pouvant être mises en œuvre à court terme dans le plan de mise en œuvre.	Les actions à effet rapide permettent d'obtenir des résultats tangibles dans un délai relativement court avec des ressources limitées. Ces actions à effet rapide suscitent une dynamique positive pour soutenir les activités de mise en œuvre en cours afin de mener à bien la mise en œuvre complète de la SNIF.
<b>INDICATEURS INTERMÉDIAIRES POUR LA MESURE DES SUCCÈS/ ÉTAPES CLÉS</b>	Identifier les indicateurs clés de performance (ICP) et les étapes clés des ICP.	Les ICP et un calendrier des étapes constituent l'épine dorsale du plan de mise en œuvre de la SNIF encourageant les parties prenantes à mettre l'accent sur les priorités stratégiques qui concourent directement à la réalisation des objectifs de la SNIF.
<b>CALENDRIER DE COMMUNICATION</b>	Élaborer une stratégie de communication précisant le but de la stratégie de communication, l'introduction à la SNIF, les objectifs en matière de communication et l'organisme ou les organismes responsables.	La stratégie de communication permet de garantir la transparence de la SNIF, une compréhension par tous les acteurs et parties prenantes des objectifs et des actions de la SNIF et doit aller au-delà de simples opérations de publications.
<b>MÉTHODES (VOIES) DE COMMUNICATION</b>	Identifier des méthodes de communication efficaces avec les parties prenantes et les intervenants extérieurs.	Les méthodes de communication dépendront du public auquel s'adressent les communications relatives à la SNIF.
<b>COMMUNICATION PÉRIODIQUE</b>	Veiller à la diffusion périodique d'informations sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la SNIF.	Une communication régulière est essentielle pour tenir les parties prenantes, les intervenants extérieurs et le public informés de la mise en œuvre de la SNIF. Elle permet aussi de rappeler les échéances et les objectifs qui ont été fixés.
<b>CALENDRIER DE COMMUNICATION</b>	Préparer un plan pour l'exécution d'une stratégie de communication efficace, avec des périodicités claires et prédéfinies pour les communications relatives à la SNIF.	Le calendrier de communication doit fixer un échéancier clair pour toutes les organismes impliqués dans la communication afin qu'ils puissent planifier leurs activités en conséquence.

## C) CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>PLAN DE SUIVI DES PERFORMANCES DE LA SNIF</b>	Préparer le plan de suivi des performances de la SNIF comportant le calendrier des rapports, la portée des rapports, les organismes responsables et des échéances claires en rapport avec le plan de mise en œuvre de la SNIF.	Le plan de suivi des performances de la SNIF permet de suivre au jour le jour l'avancement du plan de mise en œuvre (y compris les enquêtes périodiques sur la demande et l'offre) afin de s'assurer de l'adhésion de toutes les parties prenantes.
<b>PLAN D'ÉVALUATION DE LA SNIF</b>	Élaborer un plan d'évaluation qui établit un cadre clair permettant de déterminer si les principaux ICP et les objectifs de la SNIF ont été atteints.	Le plan d'évaluation servira de base à l'évaluation après-mise en œuvre. L'évaluation de la SNIF fournit un aperçu de ce qui a été réalisé et identifie les domaines où les résultats ne sont pas satisfaisants.
<b>INDICATEURS DE SUIVI ÉVALUATION</b>	Mettre en place des indicateurs et identifier les données devant être collectées afin de contrôler et d'évaluer le niveau de mise en œuvre de la SNIF.	Les indicateurs doivent évaluer si les cibles, les objectifs et les buts de la SNIF ont été atteints et si les progrès réalisés correspondent au plan de mise en œuvre de la SNIF et aux étapes clés.
<b>ORGANISME DE SUIVI ET D'ÉVALUATION</b>	Identifier l'organisme chargé de contrôle et d'évaluer la mise en œuvre du plan de suivi des performances de la SNIF.	L'organisme de coordination de la SNIF peut être responsable de la collecte, de la synthèse et de l'analyse des données. Une autre alternative consiste à confier à un organisme de statistiques, un bureau de gestion des données ou une entité similaire la responsabilité de collecter, de synthétiser et d'analyser les rapports.
<b>CONTRÔLE DU CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION</b>	Garantir la mise en place des contrôles nécessaires pour éviter ou réduire au minimum les auto-contrôles et les auto-évaluations.	Certaines juridictions pourraient juger utile de mettre en place un organisme indépendant de suivi et d'évaluation afin de s'assurer que le suivi et l'évaluation sont effectués de manière équitable et indépendante.

## PHASE III : MISE EN ŒUVRE

La phase III permet de s'assurer de la mise en œuvre effective des actions identifiées dans la SNIF en vue d'atteindre le(s) objectif(s) de la SNIF.

La phase de mise en œuvre est soutenue par un suivi des efforts pour garantir que tout se déroule conformément au plan. Si tel n'est pas le cas, un retour d'information devrait soit orienter les parties prenantes vers un travail plus efficace, soit aboutir à des ajustements du plan de mise en œuvre en fonction des changements de contexte. Il convient de noter que la mise en œuvre de la SNIF est principalement menée par le secteur privé, d'où la nécessité de mettre en place des mécanismes permettant la sensibilisation et

l'incitation des acteurs financiers à internaliser la SNIF et la communication des résultats. L'étape après-mise en œuvre devrait mettre l'accent sur l'évaluation globale de la mise en œuvre de la SNIF et fournir des suggestions pour les étapes suivantes.

### RÉSULTATS ESCOMPTÉS :

1. Mise en place du plan de mise en œuvre.
2. Intégration de la mise en œuvre de la SNIF dans les opérations courantes.
3. Capacité à désagréger et à produire des rapports sur les données requises.
4. Rapports de suivi continu et rapports publics sur le processus de suivi (le cas échéant).
5. Rapport d'évaluation et d'actions après-mise en œuvre.



### A) MISE EN ŒUVRE

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>ORGANISME DE MISE EN ŒUVRE</b>	Désigner un organisme de mise en œuvre qui servira de point de convergence pour les parties prenantes afin de coordonner les efforts de mise en œuvre.	La mise en place d'un organisme spécial de mise en œuvre peut contribuer à l'efficacité et à la rapidité de la mise en œuvre de la SNIF. Il doit être intégré à la structure de gouvernance SNIF telle qu'elle a été définie au stade du diagnostique et de l'analyse.
<b>COORDINATION INTERINSTITUTIONS</b>	Mettre en place des mécanismes efficaces pour la coordination interinstitutionnelle au sein de la structure de gouvernance de la SNIF.	Sur la base du plan de mise en œuvre de la SNIF, l'organisme de mise en œuvre doit veiller à ce que les responsabilités des parties prenantes soient séparées afin d'éviter les chevauchements de compétences et les doubles emplois
<b>COORDINATION AU SEIN DES ORGANISMES</b>	Assurer une coordination efficace au sein de l'organisme de coordination de la SNIF.	L'organisme de mise en œuvre doit s'assurer que les différentes divisions de l'organisme de coordination de la SNIF ont une même compréhension des objectifs, de la vision et des étapes de la SNIF.
<b>RENFORCEMENT DES CAPACITÉS</b>	Renforcer les capacités des parties prenantes à la mise en œuvre.	Les parties prenantes à la mise en œuvre doivent avoir les connaissances et les compétences nécessaires pour exécuter efficacement le plan de mise en œuvre de la SNIF. Le renforcement des capacités peut être exécuté par les membres de la communauté des parties prenantes ou par des intervenants externes (par exemple, les partenaires pour le développement). Le choix du contenu des activités de renforcement des capacités doit être basé sur les résultats de l'évaluation des capacités des parties prenantes réalisée au stade du diagnostique.
<b>PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ</b>	Indiquer la portée des activités relatives à la SNIF pour le secteur privé.	Le secteur privé joue un rôle essentiel en matière d'inclusion financière du côté de l'offre. Ainsi, les prestataires de services financiers doivent être tenus informés du déroulement de la mise en œuvre de la SNIF, mais aussi être activement impliqués dans le plan de mise en œuvre de la SNIF.

## B) SUIVI CONTINU

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES</b>	Les pays disposent d'un large éventail d'approches pour la collecte des données. Ces approches peuvent consister en des rapports des parties prenantes, des informations pertinentes provenant de sources secondaires (par exemple, changements de politique, couverture médiatique), des ateliers/discussions périodiques et des enquêtes périodiques.	Le cas échéant, les informations peuvent être extraites soit de rapports spécifiques, soit de données statistiques existantes susceptibles d'être exploitées à cette fin (par exemple, des bureaux de statistiques).  Des efforts doivent être faits pour garantir la cohérence des données, conformément aux indicateurs de suivi et d'évaluation.
<b>INFRASTRUCTURE DE DONNÉES SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE</b>	Identifier les principales sources de données sur l'inclusion financière qui serviront au suivi continu de la SNIF.	L'infrastructure de données sur l'inclusion financière peut inclure des données statistiques qui sont recueillies dans le cadre d'une activité réglementaire normale ou d'autres sources de données liées à l'inclusion financière.
<b>ORGANISMES DÉCLARANTS</b>	Indiquer les organismes qui devront fournir des informations relatives à la mise en œuvre de la SNIF, conformément à la portée de la déclaration.	L'organisme de coordination de la SNIF doit établir des liens de communication avec les organismes déclarants afin de garantir une collecte de données précise et rapide.
<b>RECOURS AUX INSTANCES SUPÉRIEURES</b>	Veiller à la remontée des problèmes par l'organisme responsable du suivi et d'évaluation - en cas de mauvais résultats - aux instances supérieures du cadre institutionnel de la SNIF ; celles-ci peuvent alors prendre des mesures afin d'assurer que les parties prenantes assument la responsabilité de leurs actions.	Les problèmes susceptibles d'entraver l'atteinte des cibles et des objectifs fixés doivent être portés à l'attention de la direction du SNIF afin que des pressions soient exercées sur les parties prenantes dont les actions ne sont pas conformes au plan de mise en œuvre.
<b>EXAMEN À MI-PAROURS DE LA SNIF</b>	Procéder à un examen complet à mi-parcours de la mise en œuvre de la SNIF si la durée de la SNIF est plus longue.	Un examen à mi-parcours de la SNIF est nécessaire afin d'évaluer les progrès accomplis jusqu'alors et de décider si des ajustements aux cibles, à la portée ou au plan de mise en œuvre de la SNIF sont nécessaires.
<b>RAPPORT DE MI-PAROURS</b>	Élaborer et publier un ou plusieurs rapports de mi-parcours sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la SNIF.	Les rapports de mi-parcours peuvent être publiés si on le souhaite. Le public potentiel auquel s'adressent ces rapports comprend les parties prenantes, le grand public et les organismes de financement. Il faut noter que la forme des rapports de mi-parcours peut dépendre de l'audience (par exemple, rapport sur papier, atelier, conférence, interview avec les médias, etc.
<b>AJUSTEMENT À MI-PAROURS</b>	Procéder à un ajustement à mi-parcours de la portée, des objectifs ou du plan de mise en œuvre de la SNIF, en fonction des résultats de l'examen à mi-parcours si la SNIF s'étend sur une période plus longue.	Un ajustement des politiques, objectifs et autres éléments de la SNIF pourrait être nécessaire si les objectifs intermédiaires ne sont pas atteints ou s'il y a un changement drastique du contexte. L'organisme responsable de la SNIF doit identifier les facteurs ayant entraîné un mauvais résultat et proposer un ajustement approprié de la SNIF afin de réduire les risques de mauvais résultat une fois la mise en œuvre de la SNIF achevée. Une révision de la SNIF peut être nécessaire pour les questions urgentes. L'ajustement à mi-parcours reposerait sur les mêmes principes que ceux énoncés lors de la phase de formulation.

## C) ÉVALUATION ET ACTIONS APRÈS LA MISE EN OEUVRE

CATÉGORIE	PRINCIPES DIRECTEURS	ENJEUX
<b>ÉVALUATION APRÈS-MISE EN OEUVRE</b>	Procéder à un examen complet de la mise en œuvre de la SNIF au terme de la durée prévue pour sa mise en œuvre.	L'évaluation après-mise en œuvre devrait permettre de vérifier si les cibles et les objectifs du SNIF ont été atteints. Elle devrait également permettre d'identifier les insuffisances et les leçons tirées.
<b>ENQUÊTES D'ÉVALUATION SUR LA DEMANDE</b>	Mener des enquêtes sur la demande pour suivre l'évolution de l'utilisation des services financiers et leur taux de pénétration ; il s'agira de mettre l'accent sur des groupes cibles tels que les femmes, le secteur des MPME, les personnes déplacées de force, les jeunes, les personnes âgées, etc.	Des enquêtes périodiques sur la demande doivent être menées afin d'évaluer si et comment la mise en œuvre de la SNIF affecte l'utilisation des services financiers, en se basant sur les résultats de l'ED pré-formulée. L'enquête d'évaluation doit être alignée sur les indicateurs d'évaluation et reposer sur une méthodologie solide (par exemple, des tests aléatoires).
<b>ENQUÊTES D'ÉVALUATION SUR L'OFFRE</b>	Mener des enquêtes sur l'offre afin de suivre les changements en termes de portée et de volume des produits et services financiers fournis par les prestataires de services financiers.	Des enquêtes périodiques sur l'offre doivent permettre d'évaluer si et comment la mise en œuvre de la SNIF a influencé la portée et le volume des services financiers sur le marché, en se basant sur les résultats de l'EO pré-formulée. Les enquêtes d'évaluation doivent être alignées sur les indicateurs d'évaluation.
<b>COMMUNICATION APRÈS MISE EN OEUVRE</b>	Présenter les résultats de l'évaluation après-mise en œuvre aux parties prenantes et aux intervenants externes.	L'organisme de coordination de la SNIF doit communiquer les résultats de la mise en œuvre de la SNIF aux parties prenantes, aux instances supérieures et au public. Cette communication doit garantir que toutes les contributions sont prises en compte, et décrire le ou les objectifs qui ont été atteints et ceux qui ont été partiellement atteints ou pas du tout atteints.
<b>ACTIONS D'APRÈS MISE EN OEUVRE</b>	Décider des actions à entreprendre après-mise en œuvre.	Les actions d'après mise en œuvre peuvent comprendre des décisions sur la préparation d'une nouvelle SNIF ou la mise à jour et l'extension de la SNIF précédente, la révision du budget (en fonction des actions supplémentaires) et la cartographie des risques sur la base des résultats de la stratégie précédente et en s'appuyant sur l'expérience tirée de sa mise en œuvre.

## ANNEXE 1 : LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE SNIF DANS LES PAYS MEMBRES DE L'AFI

Plusieurs pays membres de l'AFI ont volontairement signalé des changements de politique attribués à divers services et plateformes de l'AFI, tels que les groupes de travail et les initiatives régionales. Ils ont également précisé la portée des produits informatiques ayant été utiles à la mise en œuvre de leurs politiques en matière de SNIF : notes d'orientation, études de cas, rapports et cadres politiques. D'autres services de l'AFI, tels que les échanges de connaissances au moyen de l'apprentissage/l'examen par les pairs, le renforcement des capacités et les subventions ont aussi été jugés utiles dans les pratiques rapportées de la SNIF tout au long du cycle de vie de la SNIF.


PAYS	ANNÉE	POLITIQUE ET CHANGEMENT RÉGLEMENTAIRE RAPORTÉ
<b>AFGHANISTAN</b> 	2017	Création d'un service d'inclusion financière au sein de la Banque Da Afghanistan (2017). Élaboration d'une stratégie nationale d'inclusion financière (2018), finalisation de la stratégie nationale d'inclusion financière en 2019.
<b>ANGOLA</b> 	2018	Afin de répondre aux questions liées à l'éducation et à l'inclusion financière, la Banque Nationale d'Angola a créé, en 2014, le service de l'éducation financière, afin de contribuer à l'inclusion financière et de développer les connaissances financières essentielles dans le pays, ainsi que de promouvoir un système financier plus efficace et plus stable. Le plan national d'inclusion financière a été approuvé en 2018. Le plan national d'inclusion financière de l'Angola, élaboré sous la supervision du Conseil National pour la Stabilité Financière (CNEF), a été approuvé en 2018 par la Commission économique du conseil des ministres. Le Plan National d'Inclusion Financière (PNIF) a pour objectif de garantir à tous les Angolais une éducation financière adéquate et l'accès à divers services et produits fournis de manière responsable et durable, qui répondent à tous leurs besoins. Sa mission consiste à servir de plateforme pour la promotion de l'inclusion financière en Angola, par l'implication des partenaires et des initiatives, l'élimination des obstacles et l'exploration de nouvelles perspectives. Les objectifs stratégiques et les domaines d'action prioritaires du PNIF sont les suivants (1) Éducation financière pour améliorer les connaissances financières essentielles et attitudes financières et promouvoir la culture de l'épargne et de la bonne gestion des finances personnelles ; (2) Accès au réseau de services financiers pour promouvoir la disponibilité et l'accès aux services financiers de base ainsi que l'utilisation responsable du crédit ; (3) Protection du consommateur par la diffusion d'informations et la création de mécanismes de protection du consommateur ; et (4) Offre de services numériques comme outil clé pour une intégration accélérée de la population dans le système financier. De plus, afin de renforcer les connaissances financières de la population, le plan prévoit également un certain nombre de mesures à prendre pour la mise en œuvre efficace des projets d'éducation financière. Il s'agit de faire en sorte que les bonnes pratiques soient adoptées par les citoyens lorsqu'ils prennent des décisions sur la manière de gérer leurs finances, afin de contribuer à la stabilisation du système financier et à un meilleur environnement économique pour la croissance et le bien-être social. Toutefois, après avoir réalisé une étude de référence, certaines faiblesses ont été identifiées dans le PNIF en ce qui concerne les efforts conjoints pour la promotion de l'éducation et de l'inclusion financière. Ainsi, dans le but de garantir la mise en place des changements nécessaires, il est urgent de développer une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière, basée sur une structure opérationnelle solide, qui représente un réseau d'acteurs publics et privés engagés dans des actions coordonnées pour la promotion d'une inclusion financière adéquate.
<b>ARGENTINE</b> 	2019	En novembre 2019, la Banque centrale a publié le premier rapport sur l'inclusion financière. Ce rapport analyse le développement de l'inclusion financière en Argentine en se basant sur les dimensions de l'accès aux services financiers, de l'utilisation des produits financiers et de la qualité des services financiers. Il fournit également des informations complètes sur les règlements pris par la Banque centrale pour promouvoir une plus grande inclusion financière de la population. Le rapport de la Banque centrale d'Argentine sur l'inclusion financière sera publié tous les six mois et peut être consulté sur le site <a href="http://www.bcra.gov.ar/PublicacionesEstadisticas/Informe-Inclusion-Financiera.asp">http://www.bcra.gov.ar/PublicacionesEstadisticas/Informe-Inclusion-Financiera.asp</a> .  La SNIF de l'Argentine prévoit également la promotion du financement de modèle d'affaires durables qui réduisent l'impact du changement climatique.
<b>ARMÉNIE</b> 	2018	La Banque centrale d'Arménie est en cours de formulation de sa stratégie nationale d'inclusion financière, sur la base de données relatives à l'offre et à la demande. La stratégie mettra l'accent sur l'accès aux services financiers à la fois pour les particuliers et les MPME. Elle inclura aussi la lutte contre le changement climatique dans son programme politique et la promotion des produits financiers respectueux de l'environnement.

PAYS	ANNÉE	POLITIQUE ET CHANGEMENT RÉGLEMENTAIRE RAPORTÉ
<b>BANGLADESH</b> 	2019	La stratégie nationale d'inclusion financière est en cours d'élaboration à l'initiative de la Bangladesh Bank, avec la participation de divers ministères, de l'autorité de régulation du micro-crédit et d'autres parties prenantes.
<b>BIÉLORUSSIE</b> 	2016	La participation à l'AFI a permis l'élaboration d'une stratégie nationale en matière d'amélioration de l'accès au financement pour 2014-2019..
<b>BHOUTAN</b> 	2017	L'autorité monétaire royale du Bhoutan a élaboré et publié la stratégie nationale d'inclusion financière (2017). Une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) 2018- 2023 a été formulée. Suite à l'adoption de la stratégie nationale d'inclusion financière du Bhoutan 2018-2023, le groupe de travail sur l'inclusion financière a formulé le plan national de mise en œuvre de l'inclusion financière et sa mise en œuvre est désormais en cours (2019).
<b>BRÉSIL</b> 	2015	En 2015, le Partenariat National pour l'Inclusion Financière (PNIF), coordonné par la Banque centrale du Brésil, a lancé son deuxième plan de mise en œuvre : le plan de renforcement de la citoyenneté financière (Plan for Strengthening Financial Citizenship), qui sera en vigueur de 2016 à 2019. Ce plan rassemble les acteurs des secteurs public et privé dans des initiatives visant à renforcer les trois piliers de la citoyenneté financière, à savoir l'éducation financière, la protection des consommateurs de services financiers et l'inclusion financière. Le plan est aligné sur les nouveaux objectifs de développement durable (ODD), ainsi que sur d'autres instruments tels que la Déclaration Maya et le plan de mise en œuvre de l'inclusion financière du G20. En décembre 2016, neuf institutions ont proposé 32 actions et initiatives différentes, réparties en quatre groupes thématiques : l'inclusion financière des petites entreprises ; la relation entre les citoyens et le système financier ; la mesure du bien-être financier et la vulnérabilité financière. L'avancement de ces initiatives fera l'objet d'un suivi tout au long de l'année et d'un rapport lors du forum annuel sur la citoyenneté financière, qui se tient généralement en novembre. Cette stratégie vise à améliorer les instruments de crédit pour les PME et à fournir un ensemble de données plus détaillées sur les indicateurs d'inclusion financière et d'éducation financière. La stratégie vise également à améliorer les circuits des banques pour la protection du consommateur. Parmi les autres résultats attendus, on peut citer : une éducation financière plus efficace, une réduction des conflits entre les banques et les consommateurs et une plus grande disponibilité des solutions financières de base.
<b>BURUNDI</b> 	2014	En 2014, une stratégie nationale d'inclusion financière accompagnée d'un plan de travail pour 2015-2020 a été adoptée. Un comité national chargé de coordonner et d'évaluer la mise en œuvre a été mis en place par décision du deuxième vice-président de la République. Cependant, le Comité n'est pas encore opérationnel par manque de ressources financières. Il en va de même pour la mise en œuvre de la stratégie. La Banque centrale a mis en place un service dédié à l'inclusion financière, qui doit œuvrer pour que toutes les parties prenantes soient sensibilisées à la mise en œuvre de la stratégie, avec les moyens disponibles.
<b>CAMBODGE</b> 		En 2017, la Banque Nationale du Cambodge et les parties prenantes ont élaboré la stratégie cambodgienne d'inclusion financière (2018-2025). Ce document fournit des orientations en vue de réaliser la vision d'une plus grande inclusion financière au Cambodge. La stratégie a pour but d'augmenter la demande de services financiers formels. Les objectifs consistent en l'augmentation de l'accès et de la qualité des services financiers formels, la réduction de l'exclusion financière des femmes de 50 %, et la diversification de l'utilisation des services financiers formels de 59 % à 70 % d'ici 2025. Le projet de stratégie nationale d'inclusion financière a été finalisé et soumis à l'approbation du Conseil des ministres (2018). La stratégie nationale du Cambodge pour l'inclusion financière 2019-2025 a été approuvée le 12 juillet 2019 par le gouvernement cambodgien, avec les objectifs suivants : (i) accroître l'accès à des services financiers formels de qualité (ii) réduire de moitié l'exclusion financière des femmes, de 27 % à 13 %, et (iii) faire passer l'utilisation des services financiers formels de 59 % à 70 % d'ici 2025, ainsi qu'améliorer le bien-être des ménages et soutenir la croissance économique.
<b>CHINE</b> 	2015	Le plan de développement pour la promotion de l'inclusion financière (2016-2020) a été publié par le Conseil d'État à la fin de 2015. Le plan, qui constitue la première stratégie nationale en matière d'IF et une réponse à la Déclaration Maya, définit clairement les objectifs, les principes, les critères de mesure, le cadre juridique, etc. La PBOC et la CBIRC codirigent 16 services pour la mise en œuvre du plan, et la division du travail a été clairement précisée.
<b>COSTA RICA</b> 	2016	Projet de stratégie nationale d'inclusion financière.

PAYS	ANNÉE	POLITIQUE ET CHANGEMENT RÉGLEMENTAIRE RAPORTÉ
<b>CÔTE D'IVOIRE</b> 	2019	La stratégie nationale d'inclusion financière 2019-2024 de la Côte d'Ivoire a été adoptée en 2019 et est actuellement en cours de mise en œuvre. Cette stratégie constitue une feuille de route validée par toutes les parties prenantes de l'écosystème financier ivoirien et prévoit des actions à entreprendre au cours des cinq (5) prochaines années pour améliorer l'inclusion financière en Côte d'Ivoire.
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b> 	2018	Formulation d'une stratégie nationale d'inclusion financière.
<b>ÉGYPTE</b> 	-	La Banque centrale d'Égypte élabore actuellement une SNIF et envisage de proposer un développement durable, qui inclut le changement climatique et constitue un pilier du cadre de la stratégie.
<b>EL SALVADOR</b> 	2017	<p>La République d'El Salvador a rédigé une stratégie nationale d'inclusion financière (4ème trimestre 2017). La stratégie d'inclusion financière vise à créer les conditions permettant aux institutions financières d'offrir des produits financiers de manière durable. La stratégie d'inclusion financière vise également à créer des conditions favorables à la transparence et à la mise en place de mécanismes appropriés pour protéger les consommateurs, principalement en ce qui concerne les produits financiers innovants. Le gouvernement a pris un décret exécutif portant création d'un Conseil National pour l'Inclusion Financière (2018). Le décret désigne la Banque centrale comme coordinateur technique et mandate que la responsabilité d'approuver une politique nationale d'inclusion financière fasse partie intégrante de la politique nationale, qui régit également le programme d'éducation financière. La Banque centrale collabore actuellement avec d'autres institutions à la conception d'une stratégie nationale qui devrait être finalisée d'ici juin 2019. La stratégie bénéficiera d'un degré d'institutionnalisation plus élevé et permettra d'améliorer la coordination entre les institutions publiques et de créer un espace de dialogue public-privé.</p> <p>Le projet de document de la stratégie nationale d'inclusion financière a été finalisé en 2019 et validé par le Conseil national pour l'inclusion financière et l'éducation (composé de la Banco Central de Reserva-Coordinator, Superintendencia del Sistema Financiero, Ministerio de Educación, Ciencia y Tecnología, Ministerio de Economía, Instituto de Garantía de Depósito, Banco de Fomento Agropecuario, Banco Hipotecario, Banco de Desarrollo de El Salvador, Defensoría del Consumidor y Comisión Nacional de la Micro y Pequeña Empresa), qui sera approuvé par l'organe exécutif (le gouvernement), et cela devrait se faire en 2020. Ce document repose sur 4 piliers et 4 mesures transversales. Piliers : (1) nouveaux produits financiers et modèles d'affaires. (2) numérisation et innovation financière. (3) financement des PME (4) autonomisation des consommateurs (protection et éducation financière). Mesures transversales : (i) infrastructure financière, identité et connectivité (ii) collecte de données et mesure de l'inclusion financière (iii) cadre de réglementation et de supervision (iv) engagement et coordination entre les secteurs public et privé.</p>
<b>ESWATINI</b> 	2017	Le Eswatini a élaboré en 2017 la Stratégie nationale d'inclusion financière, laquelle repose sur les cinq piliers suivants (1) amélioration de la monnaie électronique pour les transactions et l'épargne (2) offre de produits financiers formels pour les envois de fonds des groupes vulnérables (3) offre de services d'assurance pour réduire les risques (4) renforcement du secteur bancaire (5) accès à des produits de crédit et à la protection du consommateur. La stratégie d'inclusion financière poursuit les objectifs suivants : (i) Finance rurale - réduire la proportion de la population adulte non bancarisée de 27 % à 15 % d'ici 2022 (ii) Microfinance - faire passer le taux de couverture de 3 % de la population adulte à 12 % d'ici 2022 (iii) Financement des PME - faire passer le taux d'accès au financement des PME de 4 % à 25 % d'ici 2020 (iv) Financement de l'agriculture - améliorer la couverture agricole du système de garantie des PME de 2 % à 15 % d'ici 2022 (v) Financement des femmes et des jeunes - désagréger toutes les données financières/bancaires en fonction du genre d'ici 2018. Au Eswatini, le ministère des Finances a donné la priorité aux services financiers pour les technologies de pointe en matière de climat afin de renforcer la résistance des chaînes d'approvisionnement agricoles. Il a également créé le Centre pour l'Inclusion Financière (CIF) en 2017 pour soutenir et coordonner la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière 2017-2022.
<b>FIDJI</b> 	2015	Les Fidji ont lancé le site internet de la commission nationale pour l'inclusion financière en 2015. Le plan stratégique national pour l'inclusion financière des Fidji, 2016-2020 fait ressortir l'importance des politiques d'inclusion financière dans la réduction et le renforcement de la résistance au changement climatique. Le plan préconise que la Banque de Réserve des Fidji apporte son soutien au développement des services et produits financiers respectueux de l'environnement pour les particuliers, les ménages et les MPME, qui réduisent les impacts négatifs sur l'environnement ou sont écologiques. Les Fidji ont publié leur deuxième stratégie nationale d'inclusion financière en 2017.



PAYS	ANNÉE	POLITIQUE ET CHANGEMENT RÉGLEMENTAIRE RAPORTÉ
<b>GAMBIE</b> 	2019	La Gambie collabore avec l'AFI, la Banque mondiale et le FENU afin de formuler une stratégie nationale d'inclusion financière (2020-2024). Un document conceptuel a été formulé et publié en janvier 2019.
<b>GHANA</b> 	2017	Le Ghana a élaboré une stratégie nationale d'inclusion financière en 2017. Les éléments clés sont, entre autres, le renforcement des connaissances financières essentielles, le nombre de clients et le volume d'affaires ainsi que l'utilisation de la technologie financière (Fintech) pour atteindre les clients.
<b>HAÏTI</b> 	2016	La Banque centrale d'Haïti a mis en place un organisme dédié à l'inclusion financière. L'objectif de cet organisme est d'améliorer, d'encourager, d'éduquer et de mieux contrôler l'accès aux services financiers. Ainsi, il facilitera la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière en mettant l'accent sur les différents piliers.
<b>HONDURAS</b> 	2018	Le décret exécutif PCM 070-2018 du 23 novembre 2018 GAZETTE n° 34802 - le PCM (Bureau du Président du Conseil des Ministres) a été publié pour réformer le programme présidentiel du Crédit Solidaire (CS). Le Crédit Solidaire (CS) a bénéficié à plus de 100 000 personnes ; cependant, la tranche de la population exclue du système financier est supérieure à 3 800 000. La réforme du programme vise à créer un cadre permettant un meilleur accès aux services financiers et qui profite à un plus grand nombre de personnes par rapport au programme actuel. Ceci rentre dans le cadre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière du Honduras (SNIF) et l'une des réformes les plus importantes a été l'alignement institutionnel du programme.
<b>JORDANIE</b> 	2017	<p>La Banque centrale de Jordanie (BCJ) a publié en 2017 la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) du Royaume Hachémite de Jordanie pour la période 2018-2020. Il s'agit d'un processus politique national impliquant plusieurs parties prenantes qui vise à améliorer l'inclusion financière formelle de l'ensemble de la population ; il concerne en particulier les groupes de population à faibles revenus, les femmes, les jeunes, les réfugiés et les micro, petites et moyennes entreprises. La SNIF poursuit trois domaines d'action prioritaires : la microfinance, les services financiers numériques et le financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME). Quatre domaines sont considérés comme des vecteurs transversaux susceptibles de favoriser le développement des secteurs d'activité et de les dynamiser : (1) la technologie financière, (2) la protection des consommateurs des services financiers et la compétence financière, (3) les données et la recherche, et (4) les lois, règlements et instructions. L'objectif de la SNIF est d'accroître l'utilisation des services financiers formels en améliorant l'efficacité financière, en réduisant les coûts, en renforçant la confiance et la compétitivité, en améliorant la qualité des services fournis aux consommateurs. La stratégie nationale d'inclusion financière de la Jordanie vise deux grands objectifs :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faire passer le niveau d'inclusion financière en termes de proportion de la population adulte détenant un compte (Global Findex 2014) de 24,6 % à 36,6 % d'ici 2020 ;</li> <li>2. et dans le même temps, réduire l'écart entre les genres de 53 % à 35 %. Le plan d'action pour la microfinance a également été adopté par la Banque centrale de Jordanie comme l'un des principaux piliers de sa stratégie nationale d'inclusion financière 2018-2020. Ce plan met l'accent sur la finance verte, en particulier pour les micro et petites entreprises, qui représentent plus de 99 % des entreprises du pays.</li> </ol>
<b>LIBERIA</b> 	2019	La stratégie nationale d'inclusion financière (2020-2022) a été finalisée en 2019 ; parmi les piliers de cette nouvelle stratégie figurent : l'accès aux services financiers et au crédit, la protection des consommateurs et la compétence financière et les services financiers numériques.
<b>MADAGASCAR</b> 	2017	La Stratégie Nationale d'Inclusion Financière de Madagascar (SNIM 2018-2022) a été finalisée en 2017 et publiée en 2018. La vision consiste à améliorer l'accès de la population malgache aux services financiers en faisant passer le nombre d'adultes ayant accès aux services financiers formels de 29 % à 45 % d'ici 2022. L'élaboration d'une nouvelle loi bancaire est en cours, grâce à la collaboration entre le Ministère des Finances et la Banque centrale par le biais de la commission de supervision bancaire et financière.
<b>MALAWI</b> 	2017	<p>La Banque de Réserve du Malawi a déployé sa stratégie nationale pour l'inclusion financière, 2015-2020. Ce document est une révision de la stratégie nationale pour l'inclusion financière 2010-2014 du pays. Les objectifs spécifiques de la stratégie consistent notamment à (i) élargir la portée des paiements numériques (ii) développer l'épargne et les opportunités d'investissement, en particulier par le biais des groupes d'épargne (iii) accroître le financement des MPME et de l'agriculture (iv)</p> <p>Réduire la vulnérabilité en exploitant les opportunités d'assurance de niche (v) promouvoir l'éducation et l'autonomisation des consommateurs (vi) assurer la coordination nationale de la mise en œuvre des initiatives de la stratégie d'inclusion financière.</p>

PAYS	ANNÉE	POLITIQUE ET CHANGEMENT RÉGLEMENTAIRE RAPORTÉ
<b>MALAISIE</b> 	2016	Extension des plans de mise en œuvre pour augmenter davantage le niveau d'inclusion financière
<b>MAURITANIE</b> 	2019	La Banque centrale de Mauritanie a amorcé le processus de formulation de sa stratégie nationale d'inclusion financière.
<b>MEXIQUE</b> 	2016	Politique nationale en matière d'inclusion financière <a href="http://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/110408/PNIF_ver_1jul2016CONAIF_vfinal.pdf">http://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/110408/PNIF_ver_1jul2016CONAIF_vfinal.pdf</a> ; Une nouvelle politique nationale en matière d'inclusion financière a été publiée en mars 2020 : <a href="https://www.afi-global.org/publications/3242/National-Financial-Inclusion-Strategy-Mexico">https://www.afi-global.org/publications/3242/National-Financial-Inclusion-Strategy-Mexico</a>
<b>MONGOLIE</b> 	2015	Le FRC et la Banque de Mongolie ont collaboré pour produire le premier projet de stratégie nationale d'inclusion financière (2015). Le programme national de développement des marchés financiers pour 2017-2025 a été élaboré par la Banque de Mongolie (la banque centrale), le Ministère des Finances et la commission de régulation financière, et approuvé par le gouvernement mongol en 2017. Il s'agit de la feuille de route de la politique et des règlements qui seront mis en œuvre par les décideurs politiques et les autorités de régulation en Mongolie au cours des 7 prochaines années. Le plan opérationnel a été élaboré en tenant compte non seulement des tendances mondiales de développement et de l'expérience internationale, mais également des spécificités du pays et des niveaux de connaissances financières essentielles de la population. Les objectifs spécifiques de ce plan sont les suivants : (1) mener des programmes de protection des consommateurs et renouveler l'environnement juridique (2) renforcer l'éducation financière du public (3) formuler une stratégie nationale d'inclusion financière. La commission de régulation financière de Mongolie élabore actuellement la stratégie nationale d'inclusion financière (2018).
<b>MAROC</b> 	2016	<p>La Banque centrale du Maroc pilote depuis 2016 le processus de développement de la SNIF en collaboration avec le Ministère des Finances. Dans le cadre de ce processus et dans une approche participative, les autorités marocaines ont conçu une stratégie dûment documentée et basée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; un diagnostic approfondi de l'inclusion financière à travers l'analyse des données du côté de l'offre et de la demande ;</li> <li>&gt; un examen des pratiques internationales et nationales en matière d'inclusion financière.</li> </ul> <p>Ainsi, les principaux défis et obstacles ont été identifiés, les groupes cibles ont été clairement segmentés et les aspects de la stratégie à améliorer ont été définis. La stratégie s'appuie sur une structure spéciale de gouvernance comprenant un conseil national, un comité stratégique et un comité de direction et de coordination. Ces organes sont appuyés par une équipe spéciale de la Banque centrale du Maroc chargée de la coordination, de la réalisation d'études, de l'organisation du renforcement des capacités des acteurs de la SNIF, de la communication et du S&amp;E. En ce qui concerne la phase de mise en œuvre, le comité stratégique a mis en place des groupes de travail techniques, chacun étant responsable d'un aspect spécifique de la stratégie. Les acteurs des secteurs public et privé sont impliqués dans toutes les phases du processus, ce qui a permis à la BAM et au Ministère des Finances d'avoir une bonne adhésion à l'écosystème dès le départ. La stratégie vise les groupes mal desservis, en particulier les femmes, les zones rurales, les jeunes et les toutes petites entreprises, au moyen de modèles traditionnels et de modèles alternatifs tels que les SFN. L'éducation financière et la dématérialisation des paiements sont considérées comme des vecteurs essentiels pour atteindre les objectifs et les ambitions de la stratégie. La stratégie a été approuvée en 2019 lors de la réunion constitutive du Conseil national qui s'est tenue le 1er avril 2019. En 2017, la Banque Al-Maghrib a créé, suite à la nouvelle loi bancaire, une nouvelle catégorie d'institutions, les « institutions de paiement ». Ce nouveau cadre permettra l'entrée sur le marché de nouveaux opérateurs non bancaires de paiement, qui seront autorisés, en plus des établissements de crédit, à ouvrir des comptes de paiement et à offrir des services de paiement à leurs clients. Le cadre réglementaire qui régit ces établissements a été publié, sous la forme de trois circulaires d'application portant respectivement sur les modalités d'exercice des services de paiement, les modalités d'application de l'article 22 de la loi précitée et le capital minimum des institutions de paiement.</p> <p>Le processus de formulation de la stratégie nationale d'inclusion financière a été finalisé en 2018. La SNIF est le fruit d'une collaboration entre la Banque Al-Maghrib et le Ministère des Finances du Maroc. Le processus de formulation se fonde sur les bonnes pratiques et sur un diagnostic approfondi du niveau actuel d'inclusion financière au Maroc ; en impliquant les acteurs publics et privés, ce processus a permis d'identifier la population cible, de définir les principaux piliers afin de surmonter les obstacles à l'inclusion et d'élaborer une vision et une feuille de route nationales. De plus, les organismes de gouvernance ont été déterminés et seront opérationnels à partir de 2019.</p>

PAYS	ANNÉE	POLITIQUE ET CHANGEMENT RÉGLEMENTAIRE RAPORTÉ
<b>MOZAMBIQUE</b> 	2016	La stratégie nationale d'inclusion financière (2016 - 2022) a été approuvée par le comité de pilotage de la stratégie de développement du secteur financier, sous la présidence du ministre de l'économie et des finances le 28 mars 2016 et a été publiée le 6 juillet 2016 par le ministre de l'économie et des finances. Les groupes de travail du comité national d'inclusion financière du Mozambique sont devenus opérationnels en 2018. La Banco de Mozambique a procédé à une évaluation à mi-parcours de sa stratégie nationale d'inclusion financière en 2019.
<b>NÉPAL</b> 	2014	Élaboration d'une stratégie d'inclusion financière et d'une réforme du secteur financier (2014). La Nepal Rastra Bank (NRB) a formulé et démarré la mise en œuvre de la feuille de route pour l'inclusion financière (2017-2030) et du plan d'action pour l'inclusion financière. Un haut comité de suivi de l'inclusion financière a été constitué et chargé de suivre la mise en œuvre du plan d'action (2018).
<b>NIGÉRIA</b> 	2018	<p>La Banque centrale du Nigeria a élaboré et publié en 2012 la stratégie nationale d'inclusion financière, qui constitue un pilier essentiel pour l'accélération de l'inclusion financière. En 2018, la SNIF pour le Nigéria a été révisée et celle-ci a été approuvée en 2019.</p> <p>La nouvelle stratégie met davantage l'accent sur les produits et services financiers axés sur le consommateur et aborde les questions de conformité avec les règlements de protection des consommateurs, et les questions de renforcement du système financier. L'objectif de la stratégie est de renforcer la protection des consommateurs et de développer leurs compétences et leurs exigences. La stratégie vise également à accroître l'accès aux services financiers pour améliorer le bien-être et la disponibilité des moyens de subsistance.</p>
<b>PAKISTAN</b> 	2015	<p>La Banque d'État du Pakistan (BEP) a publié la SNIF en 2015, dans le but de jeter les bases qui permettant à la BEP, au gouvernement et au secteur privé de mettre en œuvre un ensemble de réformes cohérentes et séquentielles nécessaires pour exercer un impact significatif sur l'inclusion financière au Pakistan. La SNIF a fixé des objectifs clairs pour faire passer le taux d'accès de la population adulte aux comptes bancaires formels de 16 % à 50 % d'ici 2020. Par ailleurs, elle vise à faire passer le taux de détention de comptes bancaires par les femmes adultes de 11 % à 25 % d'ici 2020, car le genre est un thème transversal pour tous les secteurs visés par la SNIF. Les objectifs clés de la SNIF ont été atteints avant la date limite, de sorte qu'en 2018, 50 % des adultes avaient un compte bancaire et que le taux de détention de comptes par les femmes adultes était passé à 27 %. L'objectif clé de la détention d'un compte ayant été atteint, le gouvernement du Pakistan a renforcé sa stratégie en fixant de nouveaux objectifs clés pour accroître l'activité sur les comptes. Ces objectifs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>I. « accroître l'utilisation des paiements numériques (65 millions de comptes de transactions numériques actifs, dont 20 millions de comptes détenus par des femmes)</li> <li>II. accroître la base de dépôts (ratio dépôts/PIB à 55 %)</li> <li>III. promouvoir le financement des PME (étendre le financement à 700 000 PME ; 17 % du crédit du secteur privé)</li> <li>IV. accroître le financement agricole (desservir 6 millions d'agriculteurs au moyen de solutions numérisées ; accroître les décaissements annuels ; accroître la part du système bancaire islamique (25 % du secteur bancaire ; porter la part des succursales des banques islamiques à 30 % du secteur bancaire) ».</li> </ul>
<b>PALESTINE</b> 	2018	Une étude de données a été réalisée en 2015 et des diagnostics stratégiques ont été menés dans le but d'élaborer une stratégie nationale d'inclusion financière axée sur les compétences financières et la protection des consommateurs. En 2018, l'Autorité Monétaire Palestinienne a publié la stratégie nationale d'inclusion financière de la Palestine. Cette stratégie a pour but la fourniture de services financiers numériques et la promotion d'innovations en matière de produits et de services ciblant les femmes et les PME. La stratégie mettra également l'accent sur la protection des consommateurs, le renforcement des capacités, la sensibilisation sur les questions financières, la responsabilisation des prêteurs, la transparence et la divulgation.
<b>PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE</b> 	2013	En 2013, la Banque de Papouasie-Nouvelle-Guinée a mis en place le Centre d'Excellence pour l'Inclusion Financière (CEIF) ; accessible sur le site <a href="http://www.thecefi.org/about/overview">http://www.thecefi.org/about/overview</a> . La stratégie nationale d'inclusion financière 2016-2020 a été publiée en décembre 2016 et la stratégie de développement du secteur financier 2018-2030 a été publiée en 2019. Les principaux piliers de la stratégie comprennent les services financiers numériques, l'autonomisation des consommateurs et les connaissances financières essentielles. La stratégie d'inclusion financière de PNG a été publiée en 2019, servant d'orientation à l'architecture stratégique du gouvernement.
<b>PARAGUAY</b> 	2014	<p>La stratégie nationale d'inclusion financière a été publiée en 2014 et mise en œuvre entre 2015 et 2018. Grâce à la SNIF, le nombre d'adultes détenteurs d'un compte est passé de 29 % à 49 % (enquête sur la demande de la SNIF et Global Findex). Le comité national d'inclusion financière travaille actuellement à la conception de la nouvelle stratégie, qui devrait permettre d'accroître davantage l'accès et l'utilisation des services financiers.</p> <p><a href="https://www.bcp.gov.py/informate-sobre-la-enif-i942">https://www.bcp.gov.py/informate-sobre-la-enif-i942</a>  <a href="http://enif.paraguay.gov.py">http://enif.paraguay.gov.py</a></p>

PAYS	ANNÉE	POLITIQUE ET CHANGEMENT RÉGLEMENTAIRE RAPORTÉ
<b>PÉROU</b> 	2015	<p>La Commission Multi-sectorielle pour l'Inclusion Financière (CMIF)<sup>4</sup> a été mise en place en 2014 pour concevoir et mettre en œuvre la stratégie nationale pour l'inclusion financière (SNIF). Dans ce sens, le Pérou a procédé à la publication de la SNIF en 2015 dans le but de promouvoir l'utilisation responsable et l'accès à des services financiers fiables, efficaces, innovants et adaptés aux besoins de la population. La SNIF avait un plan d'action jusqu'en 2021, qui définissait sept lignes d'action portant sur : les paiements, l'épargne, le financement, l'assurance, les groupes vulnérables, l'éducation financière et la protection des consommateurs. Cependant, sur la base du « Règlement sur les politiques nationales<sup>5</sup> » approuvé par le gouvernement en 2018, la CMIF, avec l'appui technique du Centre National de Planification Stratégique (CEPLAN), a élaboré la Politique Nationale d'Inclusion Financière (PNIF). La PNIF a établi les principales lignes directrices de l'inclusion financière pour la période 2019-2030 et a été élaborée sur la base de l'expérience tirée de la SNIF. Elle a pris en compte les nouveaux défis de l'inclusion financière, tels que l'accroissement des transactions numériques dans le pays. Ainsi, en août 2019, la CMIF a publié la PNIF qui a pour vision « un meilleur bien-être économique de la population grâce aux effets positifs de son inclusion dans un système financier formel dans le respect des approches interculturelles, territoriales et de genre ». La PNIF a fixé cinq objectifs prioritaires : (1) susciter une plus grande confiance de toutes les catégories de la population dans le système financier (2) offrir des services financiers suffisants et adaptés aux besoins de la population (3) réduire les frictions opérationnelles du marché (4) développer les infrastructures de télécommunications et les plateformes numériques afin d'accroître la couverture et l'utilisation des services financiers et (5) renforcer les mécanismes de coordination des efforts institutionnels.</p> <p>De plus, conformément à la PNIF, le Plan Stratégique Multisectoriel (PSM) de la PNIF, qui est actuellement en phase d'élaboration, contiendra des mesures politiques et des actions qui permettront d'atteindre les cinq objectifs prioritaires de la PNIF. Ainsi, le PSM contient des mesures politiques définies pour le court, le moyen et le long terme.</p> <p>Version espagnole de la PNIF : <a href="https://www.sbs.gob.pe/Portals/0/jer/INCLUSION_FINANCIERA/ENIF_PNIF_PNIF_(DS_%20255-2019-EF).pdf">https://www.sbs.gob.pe/Portals/0/jer/INCLUSION_FINANCIERA/ENIF_PNIF_PNIF_(DS_%20255-2019-EF).pdf</a></p>
<b>PHILIPPINES</b> 	2015	<p>La stratégie nationale des Philippines pour l'inclusion financière a été publiée en juillet 2015. La stratégie nationale cible les personnes vivant dans certaines zones, telles que les villes côtières, qui sont vulnérables face aux catastrophes naturelles et à celles provoquées par l'homme et, qui de ce fait, constituent une population cible. Compte tenu du fait que les populations vulnérables sont également susceptibles d'être exclues du système financier, la SNIF favorisera le renforcement de leur capacité de résistance aux impacts négatifs potentiels du changement climatique.</p>
<b>RUSSIE</b> 	2016	<p>Le conseil d'administration de la Banque de Russie a approuvé en 2016 les lignes directrices en matière de développement du marché financier russe pour la période 2016-2018 (Internet, version anglaise : <a href="http://www.cbr.ru/eng/finmarkets/files/development/onrfr_2016-18_e.pdf">http://www.cbr.ru/eng/finmarkets/files/development/onrfr_2016-18_e.pdf</a>).</p> <p>L'une des principales orientations portait sur « l'amélioration de l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises ». Par conséquent, le gouvernement de la Fédération Russe a approuvé le plan de mise en œuvre « Mesures clés pour le développement du marché financier de la Fédération Russe pour la période 2016-2018 » (Internet, version anglaise : <a href="https://www.cbr.ru/eng/finmarkets/files/development/map_key_measures_2016_e.pdf">https://www.cbr.ru/eng/finmarkets/files/development/map_key_measures_2016_e.pdf</a>)</p> <p>La Banque de Russie a également élaboré en 2016 un plan plus détaillé pour la mise en œuvre des lignes directrices en matière de développement du marché financier russe pour la période 2016-2018 (Internet, version anglaise : <a href="https://www.cbr.ru/eng/finmarkets/files/development/map-2016_e.pdf">https://www.cbr.ru/eng/finmarkets/files/development/map-2016_e.pdf</a>)</p>
<b>RWANDA</b> 	2017	<p>Le Ministère des Finances et la Banque centrale ont élaboré en 2017 la première politique et stratégie d'inclusion financière, qui a été révisée par les groupes de travail de l'AFI. La stratégie met l'accent sur l'élaboration et la mise en œuvre de lignes directrices sur la protection des consommateurs, l'éducation financière et l'alphabétisation, et le taux de pénétration bancaire des SFN et des agences. L'objectif est d'atteindre 90 % d'inclusion financière d'ici 2020, ce qui passe par l'utilisation de moyens numériques et électroniques et par la mise en place d'une éducation financière. La Banque Nationale du Rwanda a fait des impacts du changement climatique une partie intégrante de sa stratégie nationale en faveur de l'inclusion financière. Plus précisément, elle indique la façon dont les risques climatiques rendent les revenus agricoles plus instables ; elle mentionne aussi comment l'assurance agricole et la micro-assurance pourraient contribuer à réduire les risques des agriculteurs et faciliter l'accès au crédit.</p>

4 Créé le 14/02/2014 par le décret N°029-2014EF. Les membres actuels de la CMIF sont : le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), la Présidence du Conseil des Ministres (PCM), le Ministère du Développement et de l'Inclusion Sociale (MIDIS), le Ministère de l'Education (MINEDU), le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (MINAGRI), le Ministère de la Production (PRODUCE), le Ministère des Transports et des Communications (MTC), la Surintendance des Administrateurs des Banques, Assurances et Fonds de Pension Privés (SBS), la Surintendance du Marché des Valeurs (SMV) et la Banco de la Nación (BN).

5 Créé le 19/03/2018 par le Décret suprême N° 029-2018-PCM. Ce règlement précise la structure et le minimum à inclure dans les politiques nationales, prévoit l'appui technique du Centre National de Planification Stratégique (CEPLAN) à la conception, la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques nationales, et précise la gestion des politiques nationales par les ministères, ainsi que d'autres aspects connexes.

PAYS	ANNÉE	POLITIQUE ET CHANGEMENT RÉGLEMENTAIRE RAPORTÉ
<b>SAMOA</b> 	2011	Les institutions de micro-finance ont été placées sous la supervision de la Banque centrale en 2011 dans le cadre d'un changement des règles de contrôle. En 2015, le Samoa a modifié la loi régissant la Banque centrale pour inclure l'inclusion financière dans ses fonctions essentielles, puis a mis en place un organisme national de coordination, composé de multiples parties prenantes.
<b>SÉNÉGAL</b> 	2016	L'élaboration et la mise en œuvre de la première stratégie nationale d'inclusion financière ont été réalisées en 2016. En 2017, un groupe de travail sur l'inclusion financière a été mis sur pied par le ministère et un projet de décret visant la création d'un comité de coordination des initiatives pour le renforcement de l'inclusion financière (COCIRIF) a été élaboré.
<b>ÎLES SALOMON</b> 	2011	La Banque centrale des Îles Salomon a mis en place en 2011 un Groupe de Travail National sur l'Inclusion Financière (NFIT) pour coordonner les activités en matière d'inclusion financière dans le pays. La stratégie nationale d'inclusion financière 2 (2016 - 2020) a été révisée en 2018 et cette stratégie est maintenant presque complètement mise en œuvre.
<b>AFRIQUE DU SUD</b> 	2018	La loi n° 9 de 2017 portant réglementation du secteur financier est entrée en vigueur le 1er avril 2018 en ce qui concerne l'autorité prudentielle. L'article 34(1)(e) dispose que l'une des fonctions de l'autorité prudentielle est de promouvoir l'inclusion financière.
<b>SRI LANKA</b> 	2020	La stratégie nationale d'inclusion financière du Sri Lanka a été élaborée par la Banque centrale du Sri Lanka (BCSL), avec le concours de la Société Financière Internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque Mondiale. Les principaux piliers de la stratégie sont (I) la finance et les paiements numériques, (II) la finance des MPME, (III) la protection des consommateurs, et (IV) les connaissances financières essentielles et le renforcement des capacités. L'éducation financière a été reconnue comme un facteur clé dans l'ensemble du processus d'inclusion financière et placée au cœur du processus. Les principales insuffisances et les questions sous-jacentes relatives à chaque pilier ont également été identifiées et les initiatives politiques nécessaires pour surmonter les obstacles actuels font l'objet de discussions avec les principales parties prenantes. Le cabinet a donné son accord pour la mise en œuvre de la SNIF, qui sera publiée dès son adoption par le conseil national d'inclusion financière.
<b>SOUDAN</b> 	2020	<p>Le Soudan élabore actuellement une stratégie nationale d'inclusion financière avec l'appui technique de la Banque Mondiale. La Banque centrale du Soudan (BCS) a mis en place en 2017 le comité de pilotage de l'inclusion financière, composé de représentants des services concernés de la BCS, pour donner une orientation politique aux réformes en matière d'inclusion financière ; un comité technique sur l'inclusion financière a également été créé par la Banque centrale afin de consolider l'expertise technique et coordonner les efforts des parties prenantes publiques et privées.</p> <p>La BCS a signé un accord avec le Bureau Central des Statistiques (BS) pour mener une enquête sur la demande afin de déterminer les objectifs en matière d'inclusion financière. Plusieurs diagnostics sont déjà disponibles pour les consultations et les discussions (Diagnostic des systèmes de paiement (sous-secteur : paiements gouvernementaux, envois internationaux de fonds, argent mobile, révision du cadre juridique et réglementaire) et d'autres sont en cours d'élaboration (diagnostics de l'agrofinancement, diagnostics des assurances, Aspects de l'Inclusion Financière liés aux Paiements).</p>
<b>TANZANIE</b> 	2014	Le cadre national d'inclusion financière a été élaboré et publié en 2014. Ce cadre national a pour but de lutter contre l'inégalité entre les genres de manière à pouvoir également faire face au changement climatique, dont les femmes semblent être particulièrement vulnérables aux incidences. La Banque de Tanzanie a intégré en 2016 des données et des objectifs liés au genre dans sa SNIF révisée qui servira de guide à l'élaboration des futures stratégies d'IF. La Tanzanie a révisé en 2017 son premier cadre national d'inclusion financière (2014-2016) qui est arrivé à échéance en décembre 2016 et a rédigé un deuxième cadre national d'inclusion financière (2018-2022) qui a été publié en décembre 2017. L'objectif de cette stratégie est de lever les obstacles, comme ceux auxquels sont confrontés les consommateurs en matière d'accès et d'utilisation des services et produits financiers. L'esprit du cadre est de faire avancer la vision du NFIF1 afin que les produits et services financiers répondent aux besoins des particuliers et des entreprises ; il s'agit également de favoriser la disponibilité des moyens de subsistance, les capacités de résistance des ménages et la création d'emplois. Les principaux aspects sont les suivants : (1) l'amélioration de l'accès aux services financiers pour tous les adultes par le biais de cartes d'identification numériques d'ici 2022 (2) l'amélioration des plateformes de paiement numériques grâce à une entière interopérabilité (3) l'introduction des connaissances financières essentielles dans les programmes d'enseignement dès le cours primaire.

PAYS	ANNÉE	POLITIQUE ET CHANGEMENT RÉGLEMENTAIRE RAPORTÉ
<b>TIMOR-ORIENTAL</b> 	2013	En 2013, la Banque centrale du Timor-Oriental a publié et mis en œuvre le plan directeur de développement du système financier et le plan directeur de développement du secteur financier sur le programme d'inclusion financière, le 20 février 2015.
<b>TUNISIE</b> 	2018	La Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) a été approuvée par le Conseil ministériel restreint du 25 juin 2018. La SNIF s'articule autour des axes suivants : finance numérique, micro-assurance, refinancement, économie sociale et solidaire et éducation financière. La formulation de la loi sur l'inclusion financière a commencé en 2019.
<b>UGANDA</b> 	2017	La stratégie nationale d'inclusion financière de l'Ouganda (2017-2022) a été publiée en 2017. Les objectifs de la stratégie consistent à renforcer et à étendre la mobilisation formelle de l'épargne, la protection des consommateurs et les connaissances financières essentielles. La stratégie met également l'accent sur le développement de l'infrastructure des services financiers numériques.
<b>VANUATU</b> 	2012	La Banque de Réserve de Vanuatu a élaboré en 2012 une stratégie nationale d'inclusion financière. La SNIF de Vanuatu a permis l'adoption de règlements, de produits et de services pour aider les MPME. La Banque de Réserve de Vanuatu a indiqué qu'il s'agira d'accroître la capacité de résistance aux impacts du changement climatique. En 2018, le Vanuatu a publié sa Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) 2018-2023. La Banque de Réserve de Vanuatu a reçu une subvention en 2016 pour mener une enquête sur les MPME, et les résultats ont servi à l'élaboration du document de stratégie. La Banque de Réserve de Vanuatu a été accompagnée et soutenue par d'autres membres du réseau grâce à des notes d'orientation et des partages d'expériences. La cellule de gestion de l'AFI et les pays membres ont également participé au processus de consultation et de révision du document de stratégie.
<b>ÉTATS D'AFRIQUE DE L'OUEST (UEMOA)</b>	2016	Un cadre de politique régionale et une stratégie d'inclusion financière dans l'UEMOA ont été adoptés le 24 juin 2016 par le Conseil des ministres. La feuille de route énonce les axes prioritaires pour le renforcement de l'accès aux services financiers des populations des États membres de l'UEMOA sur la période 2016-2020. Le document a défini 5 priorités : (1) promouvoir un cadre juridique, réglementaire et de supervision efficace ; (2) assainir le secteur de la microfinance ; (3) encourager les innovations en faveur de l'inclusion financière des populations exclues (enfants, femmes, PME, populations rurales) ; (4) renforcer l'éducation financière et la protection des consommateurs de services financiers ; et (5) mettre en place une politique fiscale favorable à l'inclusion financière.
<b>ZAMBIE</b> 	2017	La Zambie a publié en 2017 sa politique nationale de développement du secteur financier, ainsi que sa stratégie nationale d'inclusion financière (2017 - 2022). L'objectif principal consiste à « assurer l'accès et l'utilisation universels d'une large gamme de services financiers de qualité à un coût abordable qui répondent aux besoins des particuliers et des entreprises ». Les principaux objectifs de la SNIF sont de faire en sorte que 80 % de la population parvienne à l'inclusion financière (de manière formelle et/ou informelle) et 70 % de la population adulte y parvienne de manière formelle d'ici 2022. Cette stratégie permettra d'intégrer la population non bancarisée et mal desservie par le système financier formel, notamment en s'appuyant sur les progrès technologiques qui offrent des possibilités d'élargir l'accès et l'utilisation des services financiers. En 2019, la Banque de Zambie (BoZ) a formulé son plan stratégique 2020-2023, qui a été approuvé en décembre 2019. Ce plan a été publié en 2020 et est actuellement en cours de mise en œuvre.
<b>ZIMBABWE</b> 	2016	En 2016, le Zimbabwe a publié sa stratégie nationale d'inclusion financière 2016-2020

## RÉFÉRENCES

Les principaux produits de connaissance du réseau de l'AFI auxquels on peut se référer en ce qui concerne les composantes du modèle de politique de la SNIF comprennent :

**Note d'orientation** : National Financial Inclusion Strategies Toolkit (2016)

**Note d'orientation 25** : Leveraging Sex-Disaggregated Data (2017)

**Note d'orientation 26** : Sex-Disaggregated Data Toolkit (2017)

**Note d'orientation 27** : Integrating Gender and Women's Financial Inclusion into National Strategies (2017)

**Note d'orientation 28** : Defining Financial Inclusion (2017)

**Note d'orientation 34** : Communication Strategies for National Financial Inclusion Strategy Implementation (2019)

**Note d'orientation 35** : Effective Stakeholder Coordination for National Financial Inclusion Strategy Implementation (2019)

**Note d'orientation** : FDPs in a NFIS (2020)

**Note d'orientation** : Integrating Youth in a NFIS, AFI (2020)

**Note d'orientation** : Integrating the Inclusive Green Finance perspective in a NFIS (2020)

**Boîte à outils** : M&E in a NFIS (2020)

**Le modèle stratégique de l'AFI relatif à l'Ensemble des Indicateurs de base** (2019)

**Stratégies nationales d'inclusion financière** : État des lieux (2018)

**Document de politique générale** : Financial inclusion measurement for regulators: Survey design and implementation (2010)

**Rapport d'enquête** : Inclusive Insurance in National Financial Inclusion Strategies (2018)

**Déclaration Maya** : The AFI network commitment to financial inclusion, AFI (2011, mis à jour en 2015)

**Rapport spécial de l'AFI** : Inclusive Green Finance: A Survey of the Policy Landscape. Deuxième édition (2020)

**Alliance for Financial Inclusion**

AFI, Sasana Kijang, 2, Jalan Dato' Onn, 50480 Kuala Lumpur, Malaysia  
t +60 3 2776 9000 e info@afi-global.org [www.afi-global.org](http://www.afi-global.org)

 Alliance for Financial Inclusion  AFI.History  @NewsAFI  @afinetwork